

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1413

17 mai 2016

SOMMAIRE

Aircraft Solutions Lux XIII S.à r.l.	67823	LUXRA SCS, SICAV-FIS	67823
Aktua Luxco Holding 1 S.à r.l.	67824	LVMH EU	67786
Akuo Investment S.C.A. SICAV-SIF II	67821	Maroquinerie & Accessoires PA-YA S.à r.l.	67788
ARA Shipping S.A.	67779	MDP Invest S.A.	67782
Archi Neo S.A.	67780	Muba SCI	67785
BZ Fine Funds	67781	MUGC AB Mexico Intermediate Bond Fund	67790
Calliope S.A.	67789	MUGC AB Mexico Long Duration Bond Fund	67790
CIC CH	67787	MUGC/Pramerica Latin America USD Bond Fund	67787
CLT-UFA	67779	Musha S.A.	67785
Corolla Holding S.A.	67784	Nanzenji	67780
d'Amico International Shipping S.A.	67790	Neo Holding S.A.	67783
Dams Developpement S.à r.l.	67784	Premium Portfolio SICAV	67788
Devana S.A.- SPF	67779	Premium Portfolio SICAV II	67789
Finagra S.A.	67818	Salus Alpha SICAV	67790
Flight Butler	67812	Setas International SPF S.A.	67821
Four Sixteen Holding S.A. SPF	67778	SF (Lux) Sicav 3	67781
Gallion International Holding S.A. SPF	67778	Société Fluvial Transports S.A.	67780
Grosvenor First European Property Invest- ments S.A.	67782	Staffmatch S.à r.l.	67808
Habitat International S.A.	67783	TMA Umbrella Fund	67790
HaDiCo S.A.	67784	UBS Fund Management (Luxembourg) S.A.	67815
Ingenium	67787	UBS Fund Management (Luxembourg) S.A.	67820
JAB Partners S.à r.l.	67783	UBS (Lux) Equity Sicav	67812
Kamari S.A.	67778	Vietnam Emerging Market Fund SICAV	67791
KBC Financial Products International S.A.	67785		
KBC Ifima S.A.	67786		
Lactinvest S.A.	67818		
LRP 1 S.à r.l.	67786		
Lugala S.A.	67782		

Gallion International Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 72.129.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *6 juin 2016* 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106493/10/20.

Four Sixteen Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 75.373.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *6 juin 2016* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106494/10/20.

Kamari S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 149.357.

Sie werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der aktionaere der Kamari S.A., welche am *16. Juni 2016* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Mandatsänderungen
2. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2016107313/14.

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 6.139.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 25 mai 2016, à 9.30 heures, au siège social (45 bld Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg-Kirchberg), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Annulation des parts sociales au porteur non immobilisées et réduction du capital social.
2. Modification subséquente des statuts (modification des articles 6 et 21.3 des statuts), le tout conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur (la " Loi Immobilisation ").
3. Divers.

Conformément à l'article 21 des statuts, les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres au moins cinq jours avant la réunion, soit au siège social de la société, soit auprès de ING Luxembourg S.A. (Mme Valérie Bergmann (tél : 00352.44.99.49.16, courriel : ca@ing.lu)

De même, conformément à l'article 22 des statuts, les propriétaires de titres qui souhaiteront se faire représenter à ladite Assemblée devront faire parvenir leur procuration au siège de la société (à l'attention de Mr Edouard de Fierlant) cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106498/23.

ARA Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 167.193.

Sie werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der aktionäre von ARA Shipping S.A., welche am 16. Juni 2016 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Mandatsänderungen
2. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2016107314/14.

Devana S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 60.665.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2016 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016102907/833/17.

Archi Neo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 67, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 167.305.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

en date du 13.6.2016 au siège sis à 67, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg, à 10H00

Ordre du jour:

1. Révocation du Conseil d'Administration, à savoir :
M. WAGNER Georges, administrateur
Mme MOISEEVA Svetlana, administrateur
M. HEINZ Dieter, administrateur délégué
2. Nomination de 3 nouveaux administrateurs à savoir
M. SAKSIDA Ernest, administrateur
Mme SAKSIDA Aurelia, administrateur
Mme VIEIRA DA SILVA Catia Susana, administrateur délégué
Tous les 3 domiciliés professionnellement à L-1520 Luxembourg, 67 rue Adolphe Fischer
3. Révocation du Commissaire aux comptes Atlantic Consulting S.A.
4. Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes à savoir :
Mme MOISEEVA Svetlana, domiciliée professionnellement à L-1520 Luxembourg, 67 rue A. Fischer
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106501/23.

Société Fluvial Transports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 115.683.

Sie werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der aktionäre von Société Fluvial Transports S.A., welche am 16. Juni 2016 um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Mandatsänderungen
2. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2016107315/14.

Nanzenji, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.862.

Extrait de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique de la société tenue à Luxembourg le 24 août 2015

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Robert Zahlen, en qualité de commissaire aux comptes de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015 qui se tiendra en 2016.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de renouveler les mandats de monsieur Eric Scotto et monsieur Tom Bernardy en tant qu'administrateurs au sein du Conseil d'Administration pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016073595/17.

(160037501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

BZ Fine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.402.

Die Aktionäre des BZ Fine Funds werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *6. Juni 2016* um 10.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2015 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle des BZ Fine Funds (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016108986/755/29.

SF (Lux) Sicav 3, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.252.

NOTICE TO SHAREHOLDERS OF SF (LUX) SICAV 3 - UBS A&Q ALTERNATIVE SOLUTION EUR

We are writing to you as a shareholder in SF (Lux) SICAV 3 - UBS A&Q Alternative Solution EUR (the "Subfund"), being a subfund of the Company, to inform you that the board of directors of the Company (the "Board of Directors") has resolved to liquidate the Subfund in accordance with the provisions of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") and the Company's current prospectus (the "Prospectus"), with effect from 30 June 2016 (the "Effective Date").

The Board of Directors has concluded that the total value of assets of the Subfund does no longer permit an economically viable management of the Subfund to be carried out over the foreseeable future and as a result, the Board of Directors has decided to liquidate the Subfund on the Effective Date.

The Subfund will be closed and no requests for new subscriptions and conversions into or requests for conversions and redemptions out of the Subfund will be accepted from 22 April 2016.

The costs associated with the liquidation will be reflected in the Subfund's net asset value.

Shareholders in the Subfund on the Effective Date will receive their pro-rata entitlement of the liquidation proceeds after the close of the liquidation of the Subfund conducted by the Board of Directors in accordance with Luxembourg laws and regulations.

Following the liquidation of the Subfund, any liquidation proceeds unclaimed by shareholders will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the respective beneficiaries of such liquidation proceeds, if any.

The Board of Directors

SF (LUX) SICAV 3

Référence de publication: 2016108985/755/25.

MDP Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.815.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2016 à 15.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016102905/833/18.

Lugala S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 40.372.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2016 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016102906/833/18.

Grosvenor First European Property Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 60.935.

EXTRAIT

En date du 26 février 2016, il a été décidé de prendre note de la démission de M. Neil Harris et de M. Michael Kidd de leur poste d'administrateur de la Société, avec effet immédiat.

En conséquence, le conseil d'administration est désormais constitué des personnes suivantes:

- M. Jean Bodoni;
- M. Simon Hauxwell;
- M. Graham Wilson;
- M. Tim Budden; et
- M. Chris Taite.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 février 2016.

Référence de publication: 2016072831/18.

(160037022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Neo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.529.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. Nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016099320/10/20.

Habitat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 163.040.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *27 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
7. nomination d'un Administrateur en remplacement d'un Administrateur démissionnaire ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101613/10/20.

JAB Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 201.652,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 180.166.

L'adresse de Bansk S.à r.l., Aliyah S.à r.l., F.A.M.P.A. S.à r.l., Jorina S.à r.l., Joachim Creus et Markus Hopmann, associés de la Société, de Olivier Lefebvre, Joachim Creus et Markus Hopmann, gérants de la Société, est désormais le 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JAB Partners S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016072884/14.

(160036939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Dams Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 151.218.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 mai 2016* à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101614/10/19.

Corolla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.309.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *27 mai 2016* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101616/10/19.

HaDiCo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbilig, 11, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 189.751.

Auszug aus dem Beschluss der Hauptversammlung, Abgehalten am 1. Februar 2016.

Verwaltungsrat

Die alleinige Aktionärin nimmt den Rücktritt von Herrn Holger KLEIN als Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung an.

Die alleinige Aktionärin beschließt Herrn Hubert JAHN, geboren in Nahbollenbach / Birkenfeld (Deutschland) am 3. Januar 1954, wohnhaft in D-55743 Idar-Oberstein Nahbollenbacher Strasse 57, (Deutschland), als neues Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung zu ernennen.

Das Mandat dieses neu ernannten Verwaltungsratsmitgliedes endet mit der jährlichen ordentlichen Hauptversammlung von 2019, die über das Geschäftsergebnis des Geschäftsjahres endend zum 31. Dezember 2018 beschließt.

Référence de publication: 2016072835/16.

(160036806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

KBC Financial Products International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 184.148.

The shareholders of the Company are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

on Thursday 26 May at 10:00 a.m. at 5 Place de la Gare L-1616 Luxembourg with the following agenda and proposed resolutions:

Agenda:

1. Approval of the management report of the Board of Directors concerning the course of business of the company and the conduct of its affairs and approval of the statutory auditors' report on the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2015;
2. Approval of the financial statements as prepared by the Board of Directors for the financial year ending on 31 December 2015;
3. Appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg as statutory auditor of the Company for the financial year ending on 31 December 2016;
4. Allocation of the results of the Company;
5. Approval, confirmation and ratification of all actions taken by the directors during the 2015 financial year and discharge of the directors for their conduct of affairs over the said period;
6. Discharge of the statutory auditor for its supervision during the 2015 financial year;
7. Filing of the statutory accounts for the financial year ending on 31 December 2015 with the Register of Commerce and Companies; Filing of the statutory accounts for the financial year ending on 31 December 2015 with the Register of Commerce and Companies;
8. Various.

The bondholders and noteholders of the company are authorized to attend the Annual General Meeting but they will have no voting right.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016101617/29.

Muba SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-9908 Troisvierges, 36, rue Joseph Conrad.

R.C.S. Luxembourg E 729.

DISSOLUTION*Résolutions de l'assemblée générale extra-ordinaire du 15 mai 2015*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2015 que la SCI, créée sous seing privée le 01.02.2000, est dissoute et liquidée, vu que la société n'a plus d'activité.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Weiswampach, le 15 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Fiduciaire Lucien FUNCK Sàrl

Référence de publication: 2016072962/15.

(160036548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Musha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 147.113.

Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner de mes fonctions d'administrateur de votre société et ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Alexandre TASKIRAN.

Référence de publication: 2016072966/10.

(160036833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

KBC Ifima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 193.577.

The shareholders of the Company are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

on Thursday 26 May at 11:00 a.m. at 5 Place de la Gare L-1616 Luxembourg with the following agenda and proposed resolutions:

Agenda:

1. Approval of the management report of the Board of Directors concerning the course of business of the company and the conduct of its affairs and approval of the statutory auditors' report on the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2015;
2. Approval of the financial statements as prepared by the Board of Directors for the financial year ending on 31 December 2015;
3. Appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg as statutory auditor of the Company for the financial year ending on 31 December 2016;
4. Allocation of the results of the Company and payment of a dividend;
5. Approval, confirmation and ratification of all actions taken by the directors during the 2015 financial year and discharge of the directors for their conduct of affairs over the said period ;
6. Discharge of the statutory auditor for its supervision during the 2015 financial year;
7. Filing of the statutory accounts for the financial year ending on 31 December 2015 with the Register of Commerce and Companies;
8. Various.

The bondholders and noteholders of the company are authorized to attend the Annual General Meeting but they will have no voting right.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016101618/28.

LRP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 185.366.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Référence de publication: 2016072922/10.

(160037226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

LVMH EU, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 44.174.

EXTRAIT

L'assemblée prend acte du changement d'adresse de Monsieur Patrice PFISTNER, anciennement sise 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et transférée au 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Il résulte de la résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 2015 que Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, 5365 Munsbach, a été nommé réviseur d'entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LVMH EU S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2016072926/16.

(160037064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Ingenium, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.032.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 mai 2016* à 11.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2016102908/755/21.

CIC CH, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 75.914.

Der Verwaltungsrat lädt hiermit die Aktionäre zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der SICAV ein, die am *26. Mai 2016* um 10.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Berichts des Verwaltungsrats sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Genehmigung des geprüften Jahresberichts zum 31. Dezember 2015
3. Ergebnisuweisung
4. Entlastung des Verwaltungsrats
5. Ernennung des Wirtschaftsprüfers
6. Ernennungen in den Verwaltungsrat.

Die Aktionäre werden davon in Kenntnis gesetzt, dass die Entscheidungen der Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum mit der Mehrheit der Stimmen welche sich ausgedrückt haben, gefasst werden. Vollmachten sind am Hauptsitz der SICAV erhältlich. Aktionäre, welche persönlich an der Generalversammlung teilnehmen möchten, bitten wir, sich fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung bei der Verwaltungsrat (ifs.fds@bd.l.lu) anzumelden.

Référence de publication: 2016102909/755/21.

MUGC/Pramerica Latin America USD Bond Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

La dernière valeur nette d'inventaire a été calculée le 16 mars 2016.

La société de gestion, par une décision du 16 février 2016 a déclaré la mise en liquidation du fonds MUGC/Pramerica Latin America USD Bond Fund.

En date du 17 mars 2016, la société de gestion a déclaré la clôture de la liquidation au 18 mars 2016, par transfert du solde résiduel à l'unique investisseur du fonds.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108581/2173/12.

Premium Portfolio SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 137.056.

Die Aktionäre der Premium Portfolio SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 26. Mai 2016 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Zustimmung zur geplanten Verschmelzung der Investmentgesellschaft Premium Portfolio SICAV mit dem einzigen Teilfonds Premium Portfolio SICAV - Flexible Strategie gemäß Artikel 6 der Satzung mit dem neu aufgelegten Teilfonds Exklusiv Portfolio SICAV - Flexible Strategie des Umbrella-Fonds Exklusiv Portfolio SICAV, mit Wirkung zum 1. Juli 2016.
2. Zustimmung zum Verschmelzungsplan betreffend die unter Punkt 1. beschriebene Verschmelzung
3. Auflösung der Investmentgesellschaft durch Verschmelzung
4. Hinterlegung der Bücher und Dokumente der Gesellschaft
5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für den Zeitraum vom 1. Juli 2015 bis zum 30. Juni 2016

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Aktionäre die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 20. Mai 2016 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Premium Portfolio SICAV (DZ PRIVAT-BANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016103821/755/35.

Maroquinerie & Accessoires PA-YA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-9047 Ettelbruck, 37-39, rue du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 146.944.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 7 janvier 2016

Les associés de la Société:

- approuvent le rapport du liquidateur à la liquidation volontaire de la Société;
- donnent décharge au liquidateur à la liquidation volontaire de la Société;
- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 31 décembre 2015;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: L-8606 Bettborn, 36, rue de Reimberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 22 février 2016.

Godelet Félix.

Référence de publication: 2016072932/19.

(160037045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Premium Portfolio SICAV II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 145.322.

Die Aktionäre der Premium Portfolio SICAV II werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 26. Mai 2016 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Zustimmung zur geplanten Verschmelzung der Investmentgesellschaft Premium Portfolio SICAV II mit dem einzigen Teilfonds Premium Portfolio SICAV II - Unternehmensanleihen gemäß Artikel 6 der Satzung mit dem neu aufgelegten Teilfonds Exklusiv Portfolio SICAV - Unternehmensanleihen des Umbrella-Fonds Exklusiv Portfolio SICAV, mit Wirkung zum 1. Juli 2016.
2. Zustimmung zum Verschmelzungsplan betreffend die unter Punkt 1. beschriebene Verschmelzung
3. Auflösung der Investmentgesellschaft durch Verschmelzung
4. Hinterlegung der Bücher und Dokumente der Gesellschaft
5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für den Zeitraum vom 1. Juli 2015 bis zum 30. Juni 2016

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Aktionäre die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 20. Mai 2016 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Premium Portfolio SICAV II (DZ PRIVAT-BANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016103822/755/35.

Calliope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 60.993.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 1^{er} février 2016

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, administrateur démissionnaire, avec effet au 31 décembre 2015.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

CALLIOPE S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

Administrateur / Administrateur

Michel DI BENEDETTO / Dominique MOINIL

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2016073931/19.

(160038090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

d'Amico International Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 124.790.

Les statuts coordonnés au 20 avril 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2016107330/11.

(160080114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

TMA Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.

Notice of Closure of Liquidation of

TMA Umbrella Fund - Yen Hedged International Aggregate Bond Portfolio (the "Portfolio")

The liquidation of the Portfolio has been closed on May 13, 2016, by decision of the board of directors of JAPAN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the "Management Company") acting as liquidator to the Portfolio.

The documents and accounts of the Portfolio will remain deposited at the offices of Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A., 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, for a period of five years.

The Board of Directors of
JAPAN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2016108321/12.

MUGC AB Mexico Long Duration Bond Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

La dernière valeur nette d'inventaire a été calculée le 14 mars 2016.

La société de gestion, par une décision du 1 mars 2016 a déclaré la mise en liquidation du fonds MUGC AB Mexico Long Duration Bond Fund.

En date du 4 avril 2016, la société de gestion a déclaré la clôture de la liquidation au 5 avril 2016, par transfert du solde résiduel à l'unique investisseur du fonds.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108653/2173/11.

MUGC AB Mexico Intermediate Bond Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

La dernière valeur nette d'inventaire a été calculée le 11 mars 2016.

La société de gestion, par une décision du 1 mars 2016 a déclaré la mise en liquidation du fonds MUGC AB Mexico Intermediate Bond Fund.

En date du 4 avril 2016, la société de gestion a déclaré la clôture de la liquidation au 5 avril 2016, par transfert du solde résiduel à l'unique investisseur du fonds.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108740/2173/11.

Salus Alpha SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5368 Schuttrange, 2, rue de Canach.
R.C.S. Luxembourg B 175.421.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085485/9.

(160052953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Vietnam Emerging Market Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 187.013.

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth of April.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Vietnam Emerging Market Fund SICAV (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") having its registered office in Strassen, qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated May 8, 2014, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1384 of May 30, 2014. The Articles of Incorporation have been amended by a deed of the undersigned notary of December 29, 2014, published in the Mémorial, number 342 of February 9, 2015.

The Meeting is opened under the chair of Mrs Ursula Berg, employee, residing professionally in Strassen.

The Chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Olga Kirillova, employee, residing professionally in Strassen.

The board having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I., the present general meeting has been convened by notices containing the agenda, published as follows:

- In the Mémorial C, of March 10, 2016 and of March 29, 2016

- in the „Tageblatt“ on March 10, 2016 and on March 29, 2016,

- in the Luxemburger Wort on March 10, 2016 and on March 29, 2016

- at the Homepage of IPConcept (Luxemburg) S.A. as from March 10, 2016 II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will remain annexed to the present minutes to be filed with the registration authorities.

III. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the method of calculation of the net asset value per share.

Amendment of Article 10 of the Articles of Association:

Securities of the fund which are officially listed on a stock exchange shall be valued at the last available closing price, which provides a reliable valuation on the trading day preceding the valuation day.

Securities of the fund which are not officially listed on a securities exchange but traded on a regulated market shall be valued at a price that may not be lower than the bid price and not higher than the offered price of the trading day preceding the valuation day and which the Investment Company deems in good faith to be the best possible price at which the securities can be sold.

2. In connection with subscription orders of fund shares an additional day shall be implemented. Amendment of Article 12 of the Articles of Association:

Complete subscription orders received by the registrar and transfer agent no later than 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the issue price of the second following valuation day. Complete orders received by the registrar and transfer agent after 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the issue price of the valuation day following the second following valuation day.

3. In connection with redemption and/or exchange orders of fund shares an additional day shall be implemented.

Amendment of Article 14 of the Articles of Association:

Complete redemption and/or exchange orders received by the registrar and transfer agent no later than 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees. Complete orders received by the registrar and transfer agent after 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the valuation day following the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees.

4. Updating of the Articles of Association of the Investment Company in terms of legal requirements as well as editorial amendments.

Affected by the changes is Article 4.

The changes shall become effective on 15th of April 2016.

A draft of the new Articles of Association is available at the Investment Company's registered office.

IV. It appears from the attendance list, that 300 (three hundred) shares of the Company are present or represented at the present meeting.

The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for March 8, 2016 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with article 67-1 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are present or represented.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolution by unanimous vote:

Resolution:

The meeting resolves to adopt the changes as mentioned in the agenda hereabove and to restate the Articles of Associations as follows:

1. Name, registered office and purpose of the Investment Company

Art. 1. Name. An Investment Company in the form of a company limited by shares shall herewith be formed as a “Société d’investissement à capital variable“ under the name Vietnam Emerging Market Fund SICAV (“Investment Company”). The Investment Company is a single-construction.

Art. 2. Registered office. The registered office is in Strassen in the Grand Duchy of Luxembourg.

On the basis of a simple decision by the Board of Directors of the Investment Company ("Board of Directors"), the registered office of the Company may be relocated to another place within the district of Strassen. Furthermore, the Company may set up branches and other offices in other locations both within the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event of an existing or the impending threat of a political or military nature or any other emergency brought about by force majeure outside the control, responsibility and sphere of influence of the Investment Company and if this situation has a detrimental impact on the daily business of the company or influences transactions between the location of the registered office of the company and other locations abroad, the Board of Directors shall be entitled by way of majority decision to temporarily relocate the registered office of the company abroad for the purpose of re-establishing normal business relations. However, in this case the Investment Company shall retain the Luxembourg nationality.

Art. 3. Purpose.

1. The exclusive purpose of the Investment Company is the investment in securities and/or other permissible assets in accordance with the principle of risk diversification pursuant to Part I of the Law of the Grand Duchy of Luxembourg dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (“Law of 17 December 2010”), with the aim of achieving a reasonable performance to the benefit of the shareholders by following a specific investment policy.

2. Taking into consideration the principles set out in the Law dated 17 December 2010 and the Law dated 10 August 1915 concerning commercial companies (including subsequent amendments and supplements) (“Law of 10 August 1915”), the Investment Company may carry out all transactions that are necessary or beneficial for the fulfilment of the Company’s purpose.

Art. 4. General investment principles and restrictions. The objective of the investment policy of the fund is to achieve reasonable capital growth in the respective currency of the fund (as defined in Article 12(2) of the Articles of Association in conjunction with the relevant Annex to this Sales Prospectus). Details of the investment policy of the fund are contained in the relevant Annexes to this Sales Prospectus.

The following general investment principles and restrictions apply the fund, insofar as no deviations or supplements are contained in the Annex to this Sales Prospective for the fund.

The fund assets are invested pursuant to the principle of risk diversification within the meaning of the provisions of Part I of the Law of 17. December 2010 and in accordance with the following investment policy principles and investment restrictions.

The fund may buy and sell only those assets that can be valued in accordance with the general valuation criteria set out in Article 12 of the Articles of Association.

1. Definitions:

a) “regulated market”

A “regulated market” refers to a market for financial instruments in the sense of Article 4(21) of Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directives 2002/92/EG and 2011/61/EU.

b) “securities”

The term “securities” includes:

- shares and other securities equivalent to shares (hereinafter “shares”), - bonds, debentures and other securitized debt instruments (hereinafter “debt instruments”),

- all other marketable securities that entitle the purchase of securities via subscription or exchange.

Excluded are the techniques and instruments specified in Article 42 of the Law of 17 December 2010.

c) “money market instruments”

The term “money market instruments” refers to instruments that are normally traded on the money markets, that are liquid and the value of which can be determined at any time.

d) "Undertakings for collective investment in transferable securities (“UCITS”)"

For each UCITS that consists of multiple sub-funds, each sub-fund is considered to be its own UCITS for purposes of applying the investment limits.

2. Only the following categories of securities and money market instruments may be purchased:

- a) those that have been admitted to a regulated market as defined in Directive 2004/39/EC or are traded on it;
- b) securities and money market instruments that are traded on another regulated market in an EU Member State (“Member State”) which is recognised, open to the public and whose manner of operation is in accordance with the regulations;
- c) those that are officially quoted on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or on another regulated market of a non-Member State of the European Union which is recognised, open to the public and whose manner of operation is in accordance with the regulations,
- d) securities and money market instruments from new issues, insofar as the issue conditions contain the obligation that admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market which is recognised, open to the public and whose manner of operation is in accordance with the regulations be applied for and that this will take place no later than one year from the date of issue.

The securities and money market instruments referred to in No. 2 c) and d) shall be officially quoted or traded in North America, South America, Australia (including Oceania), Africa, Asia and/or Europe.

e) units in undertakings for collective investment in transferable securities (“UCITS”), which have been admitted in accordance with Directive 2009/65/EC, and/or other undertakings for collective investment (“UCI”) in the sense of Article 1(2) a) and b) of Directive 2009/65/EC, irrespective of whether their registered office is in a Member State or a non-Member State, purchased insofar as

- these UCIs have been admitted in accordance with such legal provisions which subject them to supervision that, in the opinion of the Luxembourg supervisory authorities, is equivalent to supervision in keeping with EU law and that there are sufficient guarantees for cooperation between the authorities (at present the United States of America, Canada, Switzerland, Hong Kong, Japan, Norway and Liechtenstein),

- the degree of protection of the shareholders of these UCI is equivalent to that of the shareholders of a UCITS, and particularly the provisions concerning the separated custody of assets, borrowing, granting credit and short sales of securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC,

- the business activities of the UCIs are the subject of semi-annual and annual reports which permit a judgement to be made concerning the assets and the liabilities, income and transactions in the reporting period,

- the UCITS or other UCIs whose shares are to be acquired can, in accordance with its terms of agreement or its Articles of Association, invest a maximum of 10% of its assets in shares of other UCITS or UCIs,

f) sight deposits or other callable deposits with a maturity period of 12 months at the most, transacted at credit institutions, provided the institution concerned has its registered office in a Member State of the EU, the OECD or the FATF or, if the registered office is in a third country, it is subject to supervisory provisions which are, in the opinion of the Luxembourg supervisory authorities, equivalent to those of EU law;

g) derivative financial instruments (“derivatives”), including equivalent instruments settled in cash, which are traded on one of the regulated markets stated in subparagraphs a), b) or c) above, and/or derived financial instruments that are not traded on a stock exchange (“OTC derivatives”), provided

- the underlying assets are instruments within the meaning of Article 41 (1) of the Law of 17 December 2010 or financial indexes, interest rates, exchange rates or currencies in which the Fund may invest in accordance with the Sales Prospectus (including Annexes) and the investment objectives stated in the Investment Company's Articles of Association,

- the counterparty to transactions with OTC derivatives are institutions subject to a supervisory authority of the categories permitted by the Luxembourg supervisory authority and are specialised in this type of business,

- the OTC derivatives are subject to a reliable and verifiable assessment on a daily basis and can at any time, at the Investment Company's initiative, be sold, liquidated or closed-out by a transaction at a reasonable current value.

h) money market instruments which are not traded on a regulated market and which come under the definition of Article 1 of the Law of 17 December 2010, if the issue or the issuer of those instruments is already subject to provisions governing the protection of deposits and investors, and provided they are

- issued or guaranteed by a central, regional or local corporation or the central bank of a Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-member state or, insofar as a Federal state, a constituent state of the Federation, or by an international sales agency under by public law, to which at least one Member State belongs, or

- negotiated by a company whose securities are traded on the regulated markets indicated in letters a), b) or c) of this Article, or

- issued or guaranteed by an institute which is, in accordance with the criteria set out in EU law, subordinated to a supervisory authority, or an institute which, in the opinion of the Luxembourg supervisory authority, is subject to supervisory provisions which are at least as rigorous as those of EU law and which complies with them, or

- issued by other issuers which belong to a category that has been approved by the Luxembourg supervisory authorities, insofar as, for investments in such instruments, regulations for investor protection are in force that are equivalent to those of the first, second or third bullet points, and insofar as this involves an issuer which is either a company with equity of at least EUR 10 million, which provides and publishes its annual financial statements in keeping with Directive 78/660/EEC, or a legal entity which is, within a group encompassing one or more companies quoted on the stock exchange, responsible for financing that group, or else a legal entity whose task is to collateralize liabilities through the provision of a credit line granted by a bank.

3. However, up to 10% of the fund assets can be invested in other securities and money market instruments than those mentioned in no. 2 of this Article;

4. Techniques and instruments

a) Under the conditions and limitations set out by the Luxembourg supervisory authorities, the fund may employ techniques and instruments that have as their underlying assets securities and money market instruments, if such use is in order to enable the efficient management of the assets. If derivatives are used in such transactions, the conditions and limits must comply with the Law of 17 December 2010.

Furthermore, when making use of techniques and instruments, it is not permitted for the fund assets to depart from the investment objectives set out in the Sales Prospectus (including Annex) and the Investment Company's Articles of Association.

b) The Investment Company must ensure that the overall risk from derivatives does not exceed the total net value of its portfolio.

The total risk of the Fund may double as a result of the usage of derivative financial instruments and is therefore limited to 200% of net fund assets. The Management Company employs a risk management procedure that takes into account the supervisory requirements in Luxembourg and that enables it to monitor and assess the risk connected with investment holdings as well as their share in the total risk profile of the investment portfolio at any time. The procedure used for the fund to measure risk as well as any more specific information is stated in the Annex for the fund. As part of its investment policy and within the limits laid down by Article 43(5) of the Law of 17 December 2010, the net fund assets may be invested in derivatives as long as the total risk of the underlying assets does not exceed the investment limits in Article 43 of the Law of 17 December 2010. If the fund invests in index derivatives, such investments will not be taken into account for the investment limits referred to in Article 43 of the Law of 17 December 2010.

If a derivative is embedded in a security or money market instrument, it must be taken into account with regard to compliance with Article 42 of the Law of 17 December 2010.

c) Securities lending Up to 50% of the Fund's portfolio may be lent in order to obtain additional capital or revenue or conclude securities transactions to reduce its costs or risks whereby such transactions which must comply with applicable Luxembourg laws and regulations and CSSF circulars (inter alia CSSF 08/356, CSSF 11/512 and CSSF 14/592).

aa) The Fund may either lend securities directly or through a standardised securities lending system organised by a recognised securities settlement or clearing institution such as CLEARSTREAM and EUROCLEAR, or by a first-class financial institution that specialises in such business, which is subject to supervisory provisions that CSSF considers to be equivalent to EU stipulations. The counterparty of the securities lending agreement (the borrower) must, in all cases, be subject to supervisory provisions which the CSSF considers to be equivalent to EU stipulations. The Fund ensures that transferred securities may be transferred back as part of securities lent and that securities lending transactions already entered into may be terminated. If the aforementioned institution is acting on its own account, it shall be considered to be the counterparty of the securities lending agreement. If the Fund lends its securities to companies which are connected to the Fund by way of a managerial or control relationship, attention must be paid in particular to any conflicts of interest that may arise. The Fund must receive collateral in accordance with the supervisory requirements in respect of the counterparty risk and collateral provision either beforehand or at the time the loaned securities are transferred. At the end of the securities lending agreement, the collateral shall be transferred back at the same time or following the return of the loaned securities. In the case of a standardised securities lending system organised by a recognised securities settlement institution or a securities lending system organised by a financial institution which is subject to supervisory provisions that the CSSF considers to be equivalent to EU stipulations, and which specialises in this type of business, the transfer of the loaned securities may take place before receipt of the collateral if the agent (intermédiaire) guarantees the proper execution of the transaction. Such agent may, instead of the borrower, provide the Fund with collateral that meets supervisory requirements in terms of counterparty risk and collateral provision. In this case the agent will be bound by contract to provide the collateral.

bb) The Fund must ensure that the scope of the securities lending business is kept to a reasonable level or must be able to request the return of the loaned securities in such a way that it is possible at all times for it to meet its return obligation and ensure that such transactions do not negatively affect the administration of Fund's assets as stated in its investment policy. The Fund must, in principle, ensure that it receives collateral in respect of each securities lending transaction and that the value of the collateral over the entire term of the lending transaction is equal to at least 90% of the total market value (including interest, dividends and any other claims) of the loaned securities.

cc) Receipt of appropriate collateral

The Fund may include collateral in accordance with the requirements stated here in order to take into consideration the counterparty risk with transactions that include repurchase rights.

The Fund must revalue the collateral received on a daily basis. The agreement between the Fund and the counterparty must stipulate that the provision of additional collateral by the counterparty within an extremely short timescale if the value of the collateral already provided proves to be insufficient in relation to the amount to be secured. In addition, this agreement must stipulate collateral margins which take into consideration the currency or market risks that are associated with the assets accepted as collateral.

Any collateral which is not provided in cash must be issued by a company which is not connected to the counterparty.

5. Risk diversification

a) A maximum of 10% of fund assets may be invested in securities or money market instruments of a single issuer. The fund may not invest more than 20% of its assets in a single institution.

The default risk in transactions of the Investment Company or the fund involving OTC derivatives must not exceed the following rates:

- 10% of the net fund assets, if the counterparty is a credit institution in the sense of Article 41(1) f) of the Law of 17 December 2010, and

- 5% of the net fund assets in all other cases.

b) The total value of the securities and money market instruments of issuers in whose securities and money market instruments more than 5% of the net assets of the fund are invested must not exceed 40% of the net fund assets in question. This restriction does not apply to investments and transactions in OTC derivatives carried out with financial institutions that are subject to supervision.

Irrespective of the individual upper limits in a), a maximum of 20% of the fund's assets may be invested in a single institution in a combination of

- Securities or money-market instruments issued by such establishment and/or

- deposits in that institution and/or

- OTC derivatives acquired from that institution

c) The investment limit of 10% of the fund assets referred to in point 5 a), sentence 1 of this Article shall be increased to 35% of the net assets of the fund in cases where the securities or money market instruments to be purchased are issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, a non-member state or other international organisations under public law, to which one or more Member States belong.

d) The investment limit of 10% of the net fund assets referred to in point 5a), sentence 1 of this Article shall be increased to 25% of the net assets of the fund in cases where the bonds to be purchased are issued by a credit institution which has its registered office in an EU Member State and is by law subject to a specific public supervision, via which the bearers of such bonds are protected. In particular, the proceeds arising from the issue of such debt instruments must, by law, be invested in assets which, up to the maturity of the debt instruments, provide adequate cover for the resulting obligations and which, by means of preferential rights, are available as security for the reimbursement of the principal and the payment of accrued interest in the event of default by the issuer.

If more than 5% of the fund assets are invested in bonds issued by such issuers, the total value of the investments in those bonds must not exceed 80% of the respective net sub-fund assets.

e) The restriction of the total value to 40% of the net fund assets set out in point 5 b), first sentence, of this Article does not apply in the cases referred to in c), d) and e).

f) The investment limits of 10%, 35% or 25% of net fund assets, as set out in no. 5a) to d) of this Article, must not be regarded cumulatively but rather in total a maximum of 35% of the net assets may be invested in securities and money market instruments of the same issuer or in investments or derivatives at the same issuer.

Companies which, with respect to the preparation of consolidated financial statements, within the meaning of Directive 83/349/EEC of the European Council of 13 June 1983, on the basis of Article 54(3) g) of the Agreement on Consolidated Financial Statements (OJ L 193 of 18 July 1983, p.1) or recognised international accounting rules, belong to the same group of companies are to be regarded as a single issuer when calculating the investment limits stated in point 5 a) to f) of this Article.

The Fund is permitted to invest 20% of the fund assets in securities and money market instruments of one and the same company group.

g) Irrespective of the investment limits set out in Article 48 of the Law of 17 December 2010, up to 20% of the fund's net assets may be invested in shares and debt instruments of a single issuer if the objective of the fund's investment policy is to track a share or debt instrument index recognised by the Luxembourg supervisory authority. However, this is conditional upon the fact that:

- the composition of the index is sufficiently diversified,

- the index presents an adequate base level for the market to which it refers, and

- the index is published in a reasonable manner.

The above-mentioned investment limit is increased to 35% of the net assets of the fund under exceptional market conditions, particularly on regulated markets on which certain securities or money market instruments strongly dominate. This investment limit applies only to the investment in a single issuer.

It will be stated in the corresponding Annex to the Investment Company's Sales Prospectus whether use has been made of this possibility for the fund.

h) Notwithstanding the conditions set forth in Article 43 of the Law of 17 December 2010 and whilst simultaneously observing the principle of risk diversification, up to 100% of the net fund assets may be invested in securities and money market instruments that are issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, an OECD Member State or international organisations to which one or more EU Member States belong. In all cases the securities in the fund must originate from at least six different issues and the value of securities originating from one and the same issue must not exceed 30% of the net fund assets.

i) The fund may not invest more than 10% of its net assets in UCITS or UCI pursuant to sub-paragraph 2 e) of this Article, unless otherwise stipulated in the specific Annex to the Sales Prospectus for the fund. Insofar as the investment policy of the fund provides for an investment of more than 10% of the respective fund assets in UCITS or UCI pursuant to sub-paragraph 2 e) of this Article, the following letters j) and k) shall apply.

j) The fund may not invest more than 20% of its net fund assets in units of a single UCITS or a single UCI, pursuant to Article 41(1) e) of the Law of 17 December 2010. However, within the meaning of Article 41(1) e) of the Law of 17 December 2010, any sub-fund belonging to a UCITS or UCI with several sub-funds with assets that exclusively guarantee the claims of the investors in that particular sub-fund and whose liabilities are a result of the founding, term or liquidation of the sub-fund, is to be seen as an independent UCITS or UCI.

k) The fund may not invest more than 30% of the net fund assets in other UCIs. In such cases, the investment limits set forth in Article 43 of the Law of 17 December 2010, with respect to the assets of the UCITS or UCI from which shares are being acquired, do not have to be followed.

l) If a UCITS acquires shares of another UCITS and/or another UCI which are managed, directly or on the basis of a transfer, by the same management company as the Investment Company (if this applies) and its fund, or a company with which this management company is connected through common management or control or an essentially direct or indirect participation of more than 10% of the capital or votes, no fees may be charged for the subscription or redemption of the shares of this other UCITS and/or UCI by the UCITS (including front-load fees and redemption fees).

In general, a management fee may be charged upon acquisition of units in target funds at the level of the target fund, and allowance must be made for any front-load fee or redemption fees, if applicable. The Investment Company and/or the fund will not invest in target funds which are subject to a management fee of more than 3% p.a. The Investment Company's annual report will contain information for the fund on the maximum amount of the management fee incurred by the fund and the target funds.

m) It is not permitted to buy shares for the Investment Company or its fund with voting rights that would allow it to exert a considerable influence on the management of an issuer.

n) Additionally, the Investment Company or its fund may purchase

- up to 10% of non-voting shares of one and the same issuer,
- up to 10% of the debentures issued by one and the same issuer,
- not more than 25% of shares issued of one and the same UCITS and/or UCI and
- not more than 10% of the money market instruments of a single issuer.

o) The investment limits stated in point 5 m) and n) do not apply in the case of:

- securities and money market instruments which are negotiated or guaranteed by an EU Member State or its local authorities, or by a state which is not a member of the European Union;

- securities and money market instruments issued by an international authority under public law, to which one or more EU Member States belong.

- shares which the fund owns in the capital of a company from a nonmember state which fundamentally invests its assets in securities of issuers having their registered office in that country, if, due to the legal conditions of that country, such a shareholding is the only way for the fund to invest in securities of issuers from that country. However, this exception shall only apply under the prerequisite that the company of the country outside the EU observes in its investment policy the limits laid out in Articles 43, 46 and 48 (1) and (2) of the Law of 17 December 2010. In the event that the limits set out in Articles 43 and 46 of the Law of 17 December 2010 are exceeded, Article 49 of the Law of 17 December 2010 shall apply accordingly.

6. Liquid funds

The fund's net assets may also be held in liquid funds in the form of investment accounts (current accounts) and overnight money, but only on an ancillary basis.

7. Subscription rights

On exercise of subscription rights linked to transferable securities or money market instruments which are part of its assets, a UCITS does not necessarily need to meet the investment limits stated in this Article.

If the investment limits stated in this Article are not followed or exceeded in the event of exercise of subscription rights, the Management Company must endeavour as a priority to normalise the position, giving consideration to the interests of the investors.

While ensuring observance of the principle of risk spreading, recently authorised UCITS may deviate from the investment limits stated in point 5 (a)-(l) for six months following the date of their authorisation.

8. Loans and encumbrance prohibition

a) The fund must not be pledged or otherwise encumbered, made over or transferred as collateral, unless this involves borrowing in the sense of b) below or the provision of security within the framework of a settlement of transactions with financial instruments.

b) Loans encumbering the fund may only be taken out for a short period of time and may not exceed 10% of the net fund assets. An exception to this is the acquisition of foreign currencies through back-to-back loans.

c) The respective net fund assets may neither grant loans nor act as guarantor on behalf of third parties. However, this does not preclude the acquisition of securities, money market instruments or other financial instruments that are not fully paid-up in accordance with Article 41 paragraphs 1) e), g) and h) of the Law of 17 December 2010.

d) The fund may take out loans of up to 10% of its net assets, if this loan is intended for the purchase of property and is essential for the performance of its activities. In this case, the loans and the loan set out in letter b) may together not exceed 15% of the net fund assets.

9. Further investment guidelines

a) The short selling of securities is not permitted.

b) fund assets must not be invested in property, precious metals or certificates concerning precious metals, precious metal contracts, goods or goods contracts.

10. The investment restrictions referred to in this Article relate to the time when the securities are acquired. If the percentages are subsequently exceeded as a result of price changes or for reasons other than additional purchases, the Management Company shall immediately seek to return to the specified limits, taking into account the interests of the shareholders.

II. Duration, merger and liquidation of the Investment Company

Art. 5. Duration of the Investment Company. The Investment Company has been set up for an indefinite period.

Art. 6. Merger of the Investment Company.

1. The Investment Company may determine on the basis of a resolution of the general meeting that the Investment Company shall be transferred to another UCITS managed by the same Management Company or managed by another management company in accordance with the following conditions.

The general meeting also votes on the general merger plan. The decisions of the general meeting concerning a merger require at least a simple majority of the votes of those shareholders present or represented. In the case of mergers whereby the investment company taken over ceases to exist as a result of the merger, the effectiveness of the merger must be contained in a notarised deed.

2. The merger stated in point 1 above may be decided in particular in the following cases:

- in so far as the net fund assets on a valuation day have fallen below an amount which appears to be a minimum amount for the purpose of managing the Fund in a manner which makes commercial sense. The Management Company has set this amount at EUR 1,250,000.

- If, due to a significant change in the economic or political climate or for reasons of economic profitability, it does not appear to make economic sense to manage the Fund.

3. The Board of Directors of the Investment Company may decide to absorb another fund or sub-fund managed by the same or by another management company into the Investment Company.

4. Mergers are possible between two Luxembourg funds or sub-funds (domestic merger) or between funds or sub-funds that are based in two different Member States (cross-border merger).

5. A merger may only be implemented if the investment policy of the Investment Company or fund to be absorbed does not contradict the investment policy of the absorbing UCITS.

6. The merger is carried out in the form of the dissolution of the fund to be merged and at the same time the takeover of all assets by the acquiring fund. Investors in the acquired fund shall receive units of the acquiring fund, the number of which shall be based on the net asset ratio of the respective fund at the time of the merger and, where applicable, with a settlement for fractions.

7. Both the absorbing fund or sub-fund and the absorbed fund or sub-fund will inform investors in an appropriate manner of the planned merger via publication in a Luxembourg daily newspaper and as required by the regulations of the respective countries of distribution of the absorbing or absorbed fund or sub-fund.

8. The investors in the absorbing and the absorbed fund or sub-fund have the right, within 30 days and at no additional charge, to request the redemption of all or part of their units at the current net asset value or, if possible, the exchange for units of another fund with a similar investment policy that is managed by the same Management Company or by another

company with which the Management Company is linked by common management or control or by a substantial direct or indirect holding. This right becomes effective from the date on which the unitholders of the absorbed and of the absorbing fund have been informed of the planned merger, and it expires five working days before the date of calculation of the conversion ratio.

9. In the case of a merger between two or more funds or sub-funds, the funds or sub-funds in question may temporarily suspend the subscription, redemption or conversion of units if such suspension is justified for reasons of protection of the unitholders.

10. Implementation of the merger will be audited and confirmed by an independent auditor. A copy of the auditor's report will be made available at no charge to the investors in the absorbing and the absorbed fund or sub-fund and the respective supervisory authority.

11. The provisions of points 3-10 above also apply to the merger of unit classes within the Investment Company.

Art. 7. Liquidation of the Investment Company.

1. The Investment Company may be liquidated pursuant to a decision of the general meeting. This decision shall be subject to compliance with the legal provisions specified for the amendment of Articles of Association.

However, if the assets of the Investment Company fall to below two-thirds of the minimum capital, the Board of Directors of the Investment Company is required to convene a general meeting and to propose the liquidation of the Investment Company to this meeting. Liquidation shall be approved by a simple majority of shares present and/or represented.

If the assets of the Investment Company fall to below one quarter of the minimum capital, the Board of Directors of the Investment Company is also required to convene a general meeting and to propose the liquidation of the Investment Company to this meeting. Liquidation in this case shall be approved by a majority of 25% of shares present and/or represented at the general meeting.

General meetings will be convened within 40 days of discovery of the fact that the Investment Company's assets have fallen to below two-thirds or one-quarter of the minimum capital.

The decision of the general meeting to liquidate the Investment Company will be published pursuant to the applicable legislative provisions.

2. Unless decided otherwise by the Board of Directors, from the date of the decision on the liquidation of the fund until the date of the conclusion of liquidation, the Investment Company or the fund shall not issue, redeem or exchange any shares in the Investment Company.

3. Any net liquidation proceeds that are not claimed by investors by the completion of the liquidation process will be forwarded by the Custodian Bank after the completion of the liquidation process to the Caisse des Consignations in the Grand Duchy of Luxembourg on behalf of the entitled shareholders. These sums will be forfeited if they are not claimed within the statutory period.

IV. Capital and shares

Art. 8. Capital The capital of the Investment Company corresponds at all times to the total fund assets pursuant to Article 10(4) of these Articles of Association, and is represented by fully paid-up shares of no par value.

The initial capital of the Investment Company on formation amounts to EUR 31,000, divided into 310 shares of no par value.

Pursuant to the law of the Grand Duchy of Luxembourg, the minimum capital of the Investment Company must be the equivalent of EUR 1,250,000 and this must be attained within a period of six months after approval of the Investment Company by the Luxembourg supervisory authorities. The basis for this will be the net assets of the company.

Art. 9. Shares.

1. Shares are shares in the fund. Shares shall be certificated by share certificates. The shares of the fund shall be issued in the certificates and denominations stated in the appendix to fund. Registered shares will be entered into the share register kept for the Investment Company by the registrar and transfer agent. Confirmation of entry of the shares in the share register will be sent to the shareholders to the address specified in the share register. The shareholders shall not be entitled to the physical delivery of share certificates in respect of bearer shares or registered shares.

2. In order to ensure the smooth transfer of shares, an application will be made for the shares to be held in collective custody.

3. All disclosures and notifications by the Investment Company to the shareholders will be sent to the address in the share register. If a shareholder fails to provide such address, the Board of Directors may decide that a corresponding note be entered into the share register. In this case, the shareholder will be treated as if his address were the registered office of the Investment Company until such time the shareholder provides the Investment Company with a different address. Shareholders may amend the address entered into the share register at any time by way of written notification to be sent to the registered office of the registrar and transfer agent or to another address to be specified by the Board of Directors.

4. The Board of Directors is authorised to issue an unlimited number of fully paid-up shares at any time, without the need to grant existing shareholders a preferential right of subscription to newly issued shares.

5. Share certificates will be signed by two members of the Board of Directors or by one member of the Board of Directors and an agent authorised by the Board of Directors to act as signatory.

Signatures of members of the Board of Directors may either be by hand, in printed form or by way of name stamp. An authorised agent must provide a handwritten signature.

6. All shares in the fund fundamentally have the same rights unless the Board of Directors decides to issue different classes of share pursuant to the following subparagraph of this Article.

7. The Board of Directors may decide from time to time to have two or more share classes within the fund. The share classes may have different characteristics and rights in terms of the use of income, fee structure or other specific characteristics and rights. From the date of issue, all shares entitle the holder or bearer to participate equally in income, share price gains and liquidation proceeds in their particular share category. If share classes are formed for the fund, details of the specific characteristics or rights for each share class are contained in the corresponding Annex to the Sales Prospectus.

Art. 10. Calculation of the net asset value per share.

1. The net assets of the Investment Company are shown in euro (EUR) (“reference currency”).

2. The value of a share (“net asset value per share”) is denominated in the currency laid down in the Annex to the Sales Prospectus (“fund currency”), unless any other currency is stipulated for any other share classes in the Annex to the Sales Prospectus (“share class currency”).

3. The net asset value per share is calculated by the Investment Company or a third party commissioned for this purpose by the Investment Company, under the supervision of the Custodian Bank, on each banking day in Luxembourg, with the exception of 24 and 31 December of each year (“valuation day”). The Board of Directors may decide to apply different regulations to individual funds, but the net asset value per share must be calculated at least twice each month.

4. In order to calculate the net asset value per share, the value of the assets of the fund, less the liabilities of the fund (“net fund assets”) is determined on each valuation day and this is divided by the number of shares in circulation in the fund on the valuation day. The Management Company can, however, decide to determine the unit value on the 24 and 31 December of a year without these determinations of value being calculations of the unit value on a valuation day within the meaning of the above clause 1 of this point 4. Consequently, the shareholders may not demand the issue, redemption or exchange of shares on the basis of a net asset value determined on 24 December and/or 31 December of a year.

5. Insofar as information on the situation of the net assets of the company must be specified in the annual or semi-annual reports and/or other financial statistics pursuant to the applicable legislative provisions or in accordance with the conditions of these Articles of Association, the value of the assets of the fund will be converted to the reference currency. The net fund assets will be calculated according to the following principles:

a) Securities which are officially listed on a stock exchange are valued at the last available closing price which provides a reliable valuation on the trading day preceding the valuation day. If a security is officially listed on more than one stock exchange, the last available listing on the stock exchange which represents the major market for this security shall apply.

b) Securities not officially listed on a securities exchange but traded on a regulated market will be valued at a price that may not be lower than the bid price and not higher than the offered price of the trading day preceding the valuation day and which the Investment Company deems in good faith to be the best possible price at which the securities can be sold.

c) OTC derivatives shall be evaluated on a daily basis using a method to be determined and validated by the investment company in good faith on the basis of the sale value that is likely attainable and using generally accepted valuation models which can be verified by an auditor.

d) UCITS and UCIs are valued at the most recently established and available redemption price. In the event that the redemption of the investment units is suspended, or no redemption prices are established, these units together with all other assets will be valued at their appropriate market value, as determined in good faith by the Management Company and in accordance with generally accepted valuation standards approved by the auditors.

e) If the respective prices are not fair market prices and if no prices are set for securities other than those listed under paragraphs a) and b), these securities and the other legally permissible assets will be valued at the current trading value, which will be established in good faith by the Investment Company on the basis of the sale value that is in all probability achievable.

f) Liquid funds are valued at their nominal value plus interest.

g) The market value of securities and other investments which are denominated in a currency other than the currency of the fund shall be converted into the currency of the fund at the last mean rate of exchange. Gains and losses from foreign exchange transactions will on each occasion be added or subtracted.

Any distributions paid out to fund shareholders will be deducted from the net assets of the fund.

6. The net asset value per share is calculated separately for the -fund pursuant to the aforementioned criteria. However, if there are different share classes within the fund, the net asset value per share will be calculated separately for each share class within this fund pursuant to the aforementioned criteria.

Art. 11. Suspension of the calculation of the net asset value per share.

1. The Investment Company is authorised to temporarily suspend calculation of the net asset value per share if and as long as circumstances exist necessitating the suspension of calculations and if the suspension is in the interests of the shareholders, in particular:

a) when a stock exchange or another regulated market on which a significant number of the assets are quoted or traded is closed for reasons other than a normal statutory or bank holiday or when trading on this stock exchange or regulated market is suspended or restricted;

b) in emergency situations in which the Investment Company cannot freely access of the assets of the fund or in which it is impossible to transfer the transaction value of investment purchases or sales freely or when the net asset value per share cannot be properly calculated;

c) if disruptions in the communications network, or any other reason, make it impossible to calculate the value of a considerable part of the net assets either quickly or sufficiently.

The issue, redemption and exchange of shares shall also be suspended whilst the calculation of the net asset value per share is temporarily suspended. The temporary suspension of the calculation of the net asset value per share of the shares within the fund shall not lead to the temporary suspension of other sub-funds that are not affected by that event.

2. Shareholders who have placed a subscription, redemption or exchange order shall be immediately informed of the discontinuation of the calculation of the net asset value per share.

3. Subscription, redemption and exchange orders shall be automatically forfeited if the calculation of the net asset value is suspended. The shareholders or potential shareholders will be informed that after the resumption of the calculation of the net asset value the subscription, redemption or exchange orders must be resubmitted.

Art. 12. Issue of shares.

1. Shares are always issued on the initial issue date of a fund or within the initial issue period of a fund at a set initial issue price, plus the front-load fee, in the manner described in the fund Annex to the Sales Prospectus. In conjunction with this initial issue amount or this initial issue period, shares will be issued on the valuation day at the issue price. The issue price is the net asset value per share pursuant to Article 14(4) of the Articles of Association, plus a front-load fee, the maximum amount of which is stated for the fund in the Annex to this Sales Prospectus.

The issue price can be increased by fees or other encumbrances in particular countries where the Fund is on sale.

2. Subscription applications for the acquisition of registered shares can be submitted to the Management Company or the Investment Company and any sales agent. The receiving agents are obliged to immediately forward all complete subscription applications to the registrar and transfer agent.

The date of receipt by the registrar and transfer agent ("relevant agent") is decisive. Said agent accepts the subscription applications on behalf of the Investment Company.

Subscription applications for the acquisition of bearer shares are forwarded to the registrar and transfer agent by the entity at which the subscriber holds his investment account. The date of receipt by the registrar and transfer agent ("relevant agent") is decisive.

Complete subscription orders received by the registrar and transfer agent no later than the time stated in the Sales Prospectus on a valuation day shall be settled at the issue price of the second following valuation day, provided the transaction value for the subscribed shares is available. The Investment Company shall ensure that the shares are issued on the basis of a net asset value per share previously unknown to the applicant. If, however, an applicant is suspected of engaging in late trading or market timing, the Management Company may reject the subscription order until the applicant has cleared up any doubts with regard to his subscription order. Complete subscription orders received by the registrar and transfer agent after the time stated in the Sales Prospectus on a valuation day shall be settled at the issue price of the valuation day following the second following valuation day, provided the transaction value for the subscribed shares is available.

If the transaction value of the subscribed shares is not made available to the registrar and transfer agent at the time of receipt of the completed subscription application or if the subscription application is incorrect or incomplete, the subscription application shall be regarded as having been received by the registrar and transfer agent on the date on which the transaction value of the subscribed shares is made available and/or the subscription certificate is submitted properly.

Upon receipt of the issue price by the Custodian Bank, the bearer shares shall be transferred by the Custodian Bank, by order of the Investment Company, to the agent with which the applicant holds his investment account.

The issue price is payable within the number of valuation days specified in the Annex to the fund after the corresponding valuation day in the fund currency to the Custodian Bank in Luxembourg.

A subscription application for the purchase of registered shares shall only be deemed complete once it contains the first name(s), surname and address, date of birth and place of birth, occupation and nationality of the applicant, the number of shares to be issued and/or the amount to be invested, the name of the fund and the signature of the applicant. Furthermore, the application should contain information on type, number and issuing office of the official identification documents submitted by the shareholder for the purpose of identification, as well as a statement as to whether the shareholder holds a public office and is classified as a politically exposed person. The receiving agent must confirm the accuracy of the information on the subscription order.

Furthermore, in order for a subscription application to be deemed complete, it must contain a statement confirming that the applicant is commercially entitled to make the investment and receive the issued shares and that the money to be invested by the applicant is not the proceeds of a/several criminal act(s). In addition, the applicant must furnish a copy of the official identification documents or passport used to identify himself. This copy is to contain a statement that should read as follows: “We herewith confirm that the person shown on these identification documents has been identified in person and that this copy of the official identification documents corresponds to the original.”

3. For savings plans, a maximum of one-third of all payments agreed for the first year may be applied to covering costs. The remaining costs are distributed evenly across all later payments.

4. The circumstances under which the issue of shares may be suspended are specified in Article 15 of the Articles of Association.

Art. 13. Restriction and suspension of the issue of shares.

1. The Investment Company may at any time at its discretion and without stating reasons reject a subscription application or temporarily restrict or suspend, or permanently discontinue the issue of shares, or unilaterally decide to buy back shares in return for payment of the redemption price, if this is deemed to be in the interests of the shareholders, in the interest of the public, for the protection of the Investment Company, for the protection of the fund or for the protection of the shareholders particularly in cases where:

1. there is a suspicion that the respective shareholder shall, on acquiring the shares, engage in market timing, late trading or other market techniques that could be harmful to all the investors,

2. the investor does not fulfil the conditions to acquire the shares, or

3. the shares are marketed in a country where the fund is not permitted to be sold or are acquired by persons (e.g. US citizens) who are not permitted to acquire the shares.

2. In such event, the registrar and transfer agent or the custodian bank shall immediately repay any payments received on subscription orders not already executed.

3. The issue of shares shall be temporarily suspended in particular if the calculation of the net asset value per share is suspended.

Art. 14. Redemption and exchange of shares.

1. The shareholders are entitled at all times to apply for the redemption of their shares at the net asset value per share, if applicable less a redemption charge (“redemption price”), in accordance with Article 12(4) of the Articles of Association. Units will only be redeemed on a valuation day. If a redemption fee is payable, the maximum amount of this redemption fee for the fund is contained in the Annex to this Sales Prospectus.

In certain countries the redemption price may be reduced by local taxes and other charges. The corresponding share lapses upon payment of the redemption price.

2. Payment of the redemption price and any other payments to the shareholders shall be made via the Custodian Bank or the paying agents. The Custodian Bank shall only be required to make a payment, insofar as there are no legal provisions, such as exchange control regulations, or other circumstances beyond the Custodian Bank’s control forbidding the transfer of the redemption price to the country of the applicant.

The Investment Company may repurchase shares unilaterally against payment of the redemption price, insofar as this is in the interests of or in order to protect the shareholders, the Investment Company or the fund, particularly in cases where:

1. there is a suspicion that the respective shareholder shall, on acquiring the shares, engage in market timing, late trading or other market techniques that could be harmful to all the investors,

2. the investor does not fulfil the conditions to acquire the shares, or

3. the shares are marketed in a country where the fund is not permitted to be sold or are acquired by persons (e.g. US citizens) who are not permitted to acquire the shares.

The Investment Company may reject an application for the exchange of shares within the fund or share class, if this is deemed in the interests of the Investment Company or the fund or in the interests of the shareholders, particularly if

1. there is a suspicion that the respective shareholder shall, on acquiring the shares, engage in market timing, late trading or other market techniques that could be harmful to all the investors,

2. the investor does not fulfil the conditions to acquire the shares, or

3. the shares are marketed in a country where the is not permitted to be sold or are acquired by persons (e.g. US citizens) who are not permitted to acquire the shares.

3. Complete applications for the redemption or exchange of registered shares may be submitted to the Management Company or the Investment Company and any sales agent.

The receiving agents are required to forward the redemption applications or exchange instructions to the Registrar and Transfer Agent immediately. Receipt by the Registrar and Transfer Agent is decisive.

Complete redemption applications or exchange instructions to redeem or convert bearer shares shall be forwarded by the agent with which the shareholder holds his investment account to the registrar and transfer agent. Receipt by the Registrar and Transfer Agent is decisive.

An application for the redemption or exchange of registered shares shall only be deemed complete if it contains the name and address of the shareholder, the number and/or transaction value of the shares to be redeemed and/or exchanged, the name of the fund and the signature of the shareholder.

Complete orders for the redemption and/or exchange of the shares received by the relevant agent no later than the time stated in the Sales Prospectus on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees. The Investment Company shall ensure in all cases that shares are redeemed and/or exchanged on the basis of a net asset value per share previously unknown to the shareholder. Complete orders for the redemption and/or exchange of shares received by the relevant agent after the time stated in the Sales Prospectus on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the valuation day following the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees.

The redemption price is payable in the fund currency within two valuation days of the relevant valuation day. In the case of registered shares, payments are made to the account specified by the shareholder.

Any fractional amounts resulting from the exchange of bearer shares will be paid out by the registrar and transfer agent in cash.

4. The Investment Company is authorised to temporarily suspend the redemption of shares due to the suspension of the calculation of the net asset value.

5. Subject to prior approval by the Custodian Bank and while preserving the interests of the shareholders, the Investment Company is entitled to defer significant volumes of redemptions until corresponding assets of the fund are sold without delay. In this case, the redemption shall occur at the redemption price then valid. The same shall apply to applications to exchange shares. The Investment Company shall, however, ensure that the fund assets have sufficient liquid funds so that the redemption or exchange of shares may take place immediately upon application from investors under normal circumstances.

6. Pursuant to a decision of the board of directors of the Investment Company, the share classes of the fund may be subject to a share split.

V. General meeting

Art. 15. Rights of the general meeting. A properly convened general meeting represents all the shareholders of the Investment Company. The general meeting has the authority to initiate and confirm all dealings of the Investment Company. The resolutions of the general meeting are binding on all shareholders, insofar as these resolutions are in accordance with the law of the Grand Duchy of Luxembourg and these Articles of Association, in particular insofar as they do not interfere with the rights of the separate meetings of shareholders of a particular share class.

Art. 16 Convening of meetings.

1. Pursuant to Luxembourg law, the annual general meeting will be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at any other location within the district where the registered office of the Company is located and which will be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday in May of each year at 3 pm, with the first meeting being convened in 2015. In the event that this day is a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next banking day in Luxembourg.

The annual general meeting may be held abroad if the Board of Directors deems fit as a result of extraordinary circumstances. A resolution of this kind by the Board of Directors may not be contested.

2. Pursuant to the applicable legislative provisions, the shareholders may also be called to a meeting convened by the Board of Directors. A meeting may also be convened at the request of shareholders representing at least one-fifth of the assets of the Investment Company.

3. The agenda will be prepared by the Board of Directors, except in cases in which the general meeting is convened on the basis of a written application by the shareholders; in this case the Board of Directors may prepare an additional agenda.

4. Extraordinary general meetings of shareholders will be held at the time and place specified in the notice of the extraordinary general meeting.

5. The conditions specified in subparagraphs 2 to 4 above shall apply accordingly for separate meetings of shareholders convened for the shareholders of the fund or share classes.

Art. 17. Quorum and voting. The proceedings of the general meeting or the separate general meeting of one or several share class(es) must meet the legal requirements.

In principle, all shareholders are entitled to participate in the general meetings of shareholders. All shareholders may be represented at the meeting by appointing another person as an authorised representative in writing.

With meetings of shareholders convened for individual share classes, which may only pass resolutions concerning the share class, only those shareholders who hold shares of the corresponding share class may participate. The Board of Directors may allow shareholders to attend general meetings through a video conferencing facility or other communications methods if these methods enable the shareholders to be identified and to effectively participate in the general meeting uninterrupted.

Notices of representation, the form of which is to be specified by the Board of Directors, must be deposited at the registered office of the Company at least five days before the general meeting of shareholders.

All shareholders and shareholders' representatives must sign the attendance register drawn up by the Board of Directors before entering the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may set other conditions (e.g. the blocking of shares held in a securities account by the shareholder, presentation of a certificate of blocking, presentation of power of attorney), which are to be filled out by the shareholders in order to participate in the general meetings.

The general meeting of shareholders shall deliberate on all matters specified by the Law of 10 August 1915 and the Law of 17 December 2010; resolutions shall be passed in the forms and with the quorum and majorities specified in the aforementioned laws. Unless otherwise stated in the aforementioned laws or these Articles of Association, the resolutions voted on by a properly convened general meeting of shareholders shall be passed on the basis of a simple majority of shareholders present and votes cast.

Each share carries entitlement to one vote. Fractions of shares are not entitled to vote.

Matters that affect the Investment Company as a whole shall be voted on jointly by all shareholders. However, separate votes shall be cast on matters that only affect one or several share class(es).

Art. 18. Chairman, teller, secretary.

1. The general meeting of shareholders will be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, in the event of his absence, by a chairman to be appointed by the general meeting of shareholders.

2. The chairman shall appoint a secretary for the meeting, who does not necessarily have to be a shareholder, and the general meeting of shareholders shall appoint a teller from amongst the shareholders and shareholders' representatives present at the meeting.

3. The minutes of the general meeting of shareholders will be signed by the chairman, the teller and the secretary of each general meeting of shareholders, as well as by the shareholders who so request.

4. Copies and extracts that are to be drawn up by the Investment Company shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

VI. Board of Directors

Art. 19. Membership.

1. The Board of Directors has at least three members who shall be appointed by the general meeting of shareholders and who must not be shareholders in the Investment Company.

The general meeting of shareholders may only appoint as a new member of the Board of Directors a person who has not previously been a member of the Board of Directors if

a) this person has been proposed by the Board of Directors, or

b) a shareholder who is fully entitled to vote at the general meeting of shareholders convened by the Board of Directors informs the Chairman -or if this is impossible another member of the Board of Directors - in writing not less than six and not more than thirty days before the scheduled date of the general meeting of shareholders of his intention to put forward a person other than himself for election or reconsideration, together with written confirmation from this person that he wishes to be put forward for election; however, the chairman of the general meeting of shareholders, provided he receives the unanimous consent of all shareholders present at the meeting, may declare the waiving of the requirement for the aforementioned written notice and resolve that this nominated person should be put forward for election.

2. The general meeting of shareholders shall determine the number of members of the Board of Directors, as well as their term of office. A term of office may not exceed a period of six years. Members of the Board of Directors may be elected.

3. If a member of the Board of Directors leaves before the end of his term of office, the remaining members of the Board of Directors appointed by the general meeting may appoint a temporary successor until the next general meeting (co-option). The successor appointed in this manner shall complete the term of office of his predecessor and is entitled, along with all other members of the Board of Directors, to appoint, by way of co-option, temporary successors to other members leaving the Board of Directors.

4. The members of the Board of Directors may be dismissed at any time by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Authorisations. The Board of Directors is authorised to carry out all transactions that are necessary or beneficial for the fulfilment of the Company's purpose. The Board of Directors is responsible for all matters concerning the Investment Company unless specified in the Law of 10 August 1915 or these Articles of Association that such matters are restricted to the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may transfer the day-to-day management of the Investment Company to natural or legal persons who do not need to be members of the Board of Directors and pay them fees and commissions for their activities. The transfer of duties to third parties shall in all cases be subject to the supervision of the Board of Directors.

In addition, the Board of Directors is permitted to appoint a Fund Manager, an investment adviser and an investment committee to the fund and to establish the authorisations thereof.

The Board of Directors is also authorised to pay interim dividends.

Art. 21. Internal organisation of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint a chairman from among its members.

The Chairman of the Board of Directors is responsible for chairing the meetings of the Board of Directors; in his absence the Board of Directors shall appoint another member of the Board of Directors to chair these meetings.

The Chairman may appoint a secretary, who does not necessarily need to be a member of the Board of Directors and who shall be responsible for the recording of the minutes of meetings of the Board of Directors and the general meeting of shareholders.

The Board of Directors is authorised to appoint the Management Company, fund manager, investment adviser and investment committees for the fund and to determine the authorities of these parties.

Art. 22. Frequency and convening of meetings. The Board of Directors shall meet at the invitation of the Chairman or of two members of the Board of Directors at the place specified in the notice convening the meeting; the Board of Directors shall meet as often as the interests of the Investment Company require but at least once a year.

The members of the Board of Directors will be notified in writing of the convening of the meeting at least 48 (forty-eight) hours before the meeting unless it not possible to follow the aforementioned notice period due to the urgency of the situation. In this case, details of and the reasons for the urgency are to be stated in the notice of meeting.

A letter of invitation is not required if the members of the Board of Directors do not raise an objection when attending the meeting against the form of the invitation or give written agreement by letter, fax or email. Objections to the form of the invitation can only be raised in person at the meeting.

It is not necessary to send a specific invitation if this meeting is to take place at a location and time already specified in a resolution passed by the Board of Directors.

Art. 23. Meetings of the Board of Directors. A member of the Board of Directors may participate in any meetings of the Board of Directors by appointing another member of the Board of Directors as his representative in writing, i.e. by way of letter or fax.

Furthermore any member of the Board of Directors may take part in a meeting of the Board of Directors through a telephone conferencing facility or similar communications method which allows all participants at the meeting of the Board of Directors to hear each other. This form of participation is equivalent to personal attendance of the meeting of the Board of Directors.

The Board of Directors shall only have quorum if at least half of the members of the Board of Directors are present or represented at the meeting. Resolutions shall be passed by a simple majority of votes cast by the members of the Board of Directors present or represented. In the event of a tied vote, the vote of the chairman of the meeting shall be decisive.

The members of the Board of Directors may only pass resolutions during the course of meetings of the Board of Directors of the Investment Company that have been properly convened; excepted from this regulation are resolutions passed by way of a written procedure.

The members of the Board of Directors may also pass resolutions by way of a written procedure, insofar as all members agree on the passing of the resolution. Resolutions that are passed by way of a written procedure and that are signed by all members of the Board of Directors are equally valid and enforceable as resolutions passed during a meeting of the Board of Directors that has been properly convened. The signatures of the members of the Board of Directors may be obtained collectively on one single document or individually on several copies of the same document and may be submitted by letter or fax.

The Board of Directors may delegate its authority and obligations for the day-to-day administration of the Investment Company to natural persons and/or legal entities that are not members of the Board of Directors and pay these persons and/or entities the fees or commissions set out in Article 36 in return for the performance of these duties.

Art. 24. Minutes. The resolutions passed by the Board of Directors will be documented in minutes that are entered in the register kept for this purpose and signed by the Chairman of the meeting and the secretary.

Copies and extracts from these minutes shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

Art. 25. Authorised signatories. The Investment Company will be legally bound by the signatures of two members of the Board of Directors. The Board of Directors may empower one or several member(s) of the Board of Directors to represent the Investment Company by way of a sole signature. Furthermore, the Board of Directors may authorise other legal entities or natural persons to represent the Investment Company either through a sole signature or jointly with one member of the Board of Directors or another legal entity or natural person authorised by the Board of Directors.

Art. 26. Incompatibilities and personal interest. No agreement, settlement or other transaction made between the Investment Company and another company will be influenced or invalidated as a result of the fact that one or several members of the Board of Directors, directors, managers or authorised agents of the Investment Company have any interests or participations in any other company or by the fact that such persons are members of the Board of Directors, shareholders, directors, managers, authorised agents or employees of other companies.

A member of the Board of Directors, director, manager or authorised agent of the Investment Company who is simultaneously a member of the Board of Directors, director, manager, authorised agent or employee of another company with which the Investment Company has agreements or has business relations of another kind will not lose the entitlement to advise, vote and negotiate matters concerning such agreements or other business relations.

However, in the event that a member of the Board of Directors, director or authorised agent has a personal interest in any matters of the Investment Company, this member of the Board of Directors, director or authorised agent of the Investment Company must inform the Board of Directors of this personal interest and this person may no longer advise, vote and negotiate matters connected with this personal interest. A report on this matter and on the personal interest of the member of the Board of Directors, director or authorised agent must be presented to the next general meeting of shareholders.

The term “personal interest”, as used in the previous paragraph, does not apply to business relations and interests that come into being solely as a result of legal transactions between the Investment Company on one hand, and the Fund Manager, the Central Administration Agent, the registrar and transfer agent, (or a company directly or indirectly affiliated) or any other company appointed by the Investment Company on the other hand.

The above conditions are not applicable in cases in which the Custodian Bank is party to such an agreement, settlement or other legal transaction. Managing directors, authorised signatories and the holders of the commercial mandates for the company-wide operations of the Custodian Bank may not be appointed at the same time as an employee of the Investment Company in a day-to-day management role. Managing directors, authorised representatives and the holders of the commercial mandates for the company-wide operations of the Investment Company may not be appointed at the same time as an employee of the Custodian Bank in a day-to-day management role.

Art. 27. Indemnification. The Investment Company shall be obliged to hold harmless all members of the Board of Directors, directors, managers or authorised agents, their heirs, executors and administrators against all lawsuits, claims and liability of all kinds, insofar as the affected parties have properly fulfilled their duties. Furthermore, the Investment Company shall reimburse the aforementioned parties all costs, expenses and liabilities incurred as a result of any such lawsuits, legal proceedings, claims and liability.

The right to compensation shall not exclude other rights that a member of the Board of Directors, director, manager or authorised agent may have.

Art. 28. Management Company. The Board of Directors of the Investment Company may appoint a Management Company, which shall be solely responsible for asset management, administration and the distribution of the shares of the Investment Company.

The Management Company is responsible for the management and administration of the Investment Company. Acting on behalf of the Investment Company, it may take all management and administrative measures and exercise all rights directly or indirectly connected with the assets of the Investment Company or the fund, in particular delegate its duties to qualified third parties in whole or in part at its own cost; it also has the right to obtain advice from third parties, particularly from various investment advisers and/or an investment committee at its own cost and responsibility.

The Management Company carries out its obligations with the care of a paid authorised agent (mandataire salarié).

Insofar as the Management Company contracts a third party to manage assets, it may only appoint a company that is admitted or registered to engage in asset management and is subject to oversight.

Investment decisions, the placement of orders and the selection of brokers are the sole responsibility of the Management Company, insofar as no fund manager has been appointed to manage the assets.

The Management Company is entitled, at its own responsibility and control, to authorise a third party to place orders.

The delegation of duties must not impair the effectiveness of supervision by the Management Company in any way. In particular, the delegation of duties must not obstruct the Management Company from acting in the interests of the shareholders and ensuring that the Investment Company is managed in the best interests of the shareholders.

Art. 29. Fund Manager. If the Investment Company makes use of Article 30(1) and the Management Company transfers the fund manager role to a third party, it is the duty of such fund manager, in particular, to implement the day-to-day investment policy of the fund's assets and to manage the day-to-day transactions connected with asset management as well as other related services under the supervision, responsibility and control of the Management Company. This role is performed subject to the investment policy principles and the investment restrictions of the fund as described in these Articles of Association and the Sales Prospectus (plus appendix) of the Investment Company and to the legal investment restrictions.

The Fund Manager must be licensed for the administration of assets and must be subject to proper supervision in its country of residence.

The Fund Manager is authorised to select brokers and traders to carry out transactions using the assets of the Investment Company or its fund. The Fund Manager is also responsible for investment decisions and the placing of orders.

The Fund Manager has the right to obtain advice from third parties, particularly from various investment advisers, at its own cost and on its own responsibility.

The Fund Manager is authorised, with the prior consent of the Management Company, to transfer some or all of its duties and obligations to a third party, whose remuneration shall be paid by the Fund Manager.

The Fund Manager bears all expenses incurred in connection with the services it performs on behalf of the Investment Company. Broker commissions, transaction fees and other transaction costs arising in connection with the purchase and sale of assets are borne by the fund.

VII. Auditors

Art. 30. Auditors. An auditing company or one or several auditors are to be appointed to audit the annual accounts of the Investment Company; this auditing company or this/these auditor(s) must be approved in the Grand Duchy of Luxembourg and is/are to be appointed by the general meeting of shareholders.

The auditor(s) may be appointed for a term of up to six years and may be dismissed at any time by the general meeting of shareholders.

VIII. General and final provisions

Art. 31. Use of income.

1. The Board of Directors may decide either to pay out income generated by the fund to the shareholders of this fund or to reinvest the income in the fund. Details for the fund are contained in the Annex to this Sales Prospectus.

2. Ordinary net income and realised price gains may be distributed. Furthermore, unrealised price gains, other assets and, in exceptional cases, equity interests may also be paid out as distributions, provided that the net assets of the company do not, as a result of the distribution, fall below the minimum capital pursuant to Article 10 of these Articles of Association.

3. Distributions will be paid out on the basis of the shares issued on the date of distribution. Distributions may be paid out wholly or partly in the form of bonus shares. Any fractions remaining may be paid in cash. Income not claimed five years after publication of notification of a distribution shall be forfeited in favour of the fund.

4. Distributions to holders of registered shares will be paid out via the reinvestment of the distribution amount in favour of the holders of registered shares. If this is not required, the holder of registered shares may submit an application to the Registrar and Transfer Agent, within 10 days of the receipt of the notification of the distribution, for the payment of the distribution to the account that he specifies. Distributions to the holders of bearer shares shall be made in the same manner as the payment of the redemption price to holders of bearer shares.

5. Distributions declared but not paid on bearer shares entitled to distributions may no longer be claimed after a period of five years from the payment declaration by the shareholders of such shares, and shall be credited to the fund of the Investment Company or to the relevant share class and, if share classes exist, allocated to the relevant share class. No interest will be payable on distributions from the time of maturity.

Art. 32. Reports. The Board of Directors shall draw up an audited annual report and a semi-annual report for the Investment Company in accordance with the applicable legislative provisions of the Grand Duchy of Luxembourg.

1. No later than four months after the end of each financial year, the Board of Directors shall publish an audited annual report in accordance with the regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. Two months after the end of the first half of each financial year, the Board of Directors shall publish an unaudited semi-annual report.

3. Insofar as this is necessary for an entitlement to trade in other countries, additional audited and unaudited interim reports may also be drawn up.

Art. 33. Costs. The fund shall bear the following costs, provided they arise in connection with its assets:

1. The Management Company receives a fee payable from the net fund assets for the management of the fund. Details of the amount, calculation and payment of this remuneration are also contained for the fund in the respective Annex to the Sales Prospectus. VAT can be added to the remuneration.

In addition, the Management Company or, if applicable, the investment adviser(s)/fund manager(s) may also receive a performance fee from the assets of the fund. The percentage amount, calculation and payment for the fund are contained in the Annex to the Sales Prospectus.

2. If an investment adviser is contracted, this investment adviser may receive a fixed and/or performance-related fee, payable from the Management Company fee or from the assets of the fund. Details of the maximum permissible amount, the calculation and the payment of this remuneration are contained for the fund in the Annex to this Sales Prospectus. VAT can be added to the fee.

3. If a Fund Manager is contracted, this Fund Manager may receive a fixed and/or performance-related fee, payable from the Management Company fee or from the assets of the fund. Details of the maximum permissible amount, the calculation and the payment of this remuneration are contained for the fund in the Annex to this Sales Prospectus. VAT can be added to the remuneration.

4. In return for the performance of their duties, the Custodian Bank and the Central Administration Agent each receive the amount of fees customary in the Grand Duchy of Luxembourg, which are calculated at the end of each month and paid in arrears on a monthly basis. VAT can be added to the remuneration.

5. Pursuant to the registrar and transfer agent Agreement, in return for the performance of its duties the registrar and transfer agent receives the amount of fees customary in the Grand Duchy of Luxembourg, which are calculated as a fixed

amount per investment account or per account with savings plan and/or withdrawal plan at the end of each year and which are payable from the fund assets.

6. If a sales agent was contractually required, this sales agent may receive a fee payable from the fund assets; details on the maximum permissible amount, the calculation and the payment thereof are contained for the fund in the Annex to this Sales Prospectus. VAT can be added to the fee.

7. In addition to the aforementioned costs, the fund shall bear the following costs, provided they arise in connection with its assets:

a) costs incurred in relation to the acquisition, holding and disposal of assets, in particular customary bank charges for securities transactions and transactions involving other assets and rights of the Investment Company and the safeguarding of such assets and rights, as well as customary bank charges for the safeguarding of foreign investment units abroad;

b) all external administration and custody fees, which are charged by other correspondent banks and/or clearing agencies (e.g. Clearstream Banking S.A.) for the assets of the fund, as well as all foreign settlement, dispatch and insurance fees that are incurred in connection with the securities transactions of the fund in units of other UCITS or UCI;

c) the transaction costs for the issue and redemption of bearer shares;

d) the expenses and other costs incurred by the Custodian Bank, the registrar and transfer agent and the Central Administration Agent in connection with the sub-fund assets and due to the necessary usage of third parties are reimbursed;

e) taxes levied on the Investment Company's, income and expenses that are charged to the fund;

f) costs of legal advice incurred by the Investment Company, the Management Company (where appointed) or the Custodian Bank, if incurred in the interests of the shareholders of the fund;

g) costs of legal advice incurred by the Fund Manager after authorisation of the Board of Directors of the Management Company (where appointed) in case that the legal advice is necessary in the best interest of the shareholders of the Fund.

h) costs of the auditors of the Investment Company;

i) costs for the creation, preparation, storage, publication, printing and dispatch of all documents required by the Investment Company, in particular share certificates and coupon renewal sheets, the "Key Investor Information Document" the Sales Prospectus (plus Annex), the annual reports and semi-annual reports, the schedule of assets, the notifications to the shareholders, the notices of convening of meetings, sales notifications and/or applications for approval in the countries in which shares in the Investment Company are sold, correspondence with the respective supervisory authorities.

j) the administrative fees payable for the Investment Company to all relevant authorities, in particular the administrative fees of the Luxembourg and other supervisory authorities and also the fees for the filing of documents of the Investment Company.

k) costs in connection with any admissions to listing on stock exchanges;

l) advertising costs and costs incurred directly in connection with the offer and sale of shares;

m) insurance costs;

n) remuneration, expenses and other costs of foreign paying agents, the sales agents and other agents that must be appointed abroad, that are incurred in connection with the fund assets;

o) interest connected with loans taken out in accordance with Article 4 of these Articles of Association;

p) expenses of a possible investment committee;

q) expenses of the Board of Directors of the Investment Company;

r) costs connected with the formation of the Investment Company and the initial issue of shares;

s) further management costs including associations' costs;

t) costs of ascertaining the split of the investment result into its success factors (known as performance attribution);

u) costs for credit rating of the Investment Company by nationally and internationally recognised rating agencies.

All costs will be charged first against each sub-fund's ordinary income and capital gains and then against the fund assets.

Costs incurred for the founding of the Investment Company and the initial issue of shares will be amortised over the first five financial years against the assets of the fund existing at the time of formation. The set-up costs and the aforementioned costs that are not directly attributable to a specific sub-fund shall be allocated to the respective sub-fund assets on a pro rata basis.

All the aforementioned costs, fees and expenses shall be subject to VAT.

Art. 34. Financial year. The Investment Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year. The first financial year commences on the date of formation and ends on 31 December 2014.

Art. 35. Custodian Bank.

1. The Investment Company has appointed a bank with its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg as the Custodian Bank. The function of the Custodian Bank is based on the Law of 17 December 2010, the Custodian Bank Agreement, these Articles of Association and the Sales Prospectus (plus Annex).

2. The Investment Company is entitled to assert claims of the shareholders against the Custodian Bank in its own name. This does not prevent the shareholders from enforcing claims against the Custodian Bank themselves.

Art. 36. Amendment of the Articles of Association. These Articles of Association may be amended or supplemented at any time at the decision of the shareholders provided the conditions concerning amendments to the Articles of Association under the Law of 10 August 1915 are met.

Art. 37. General. With regard to any points which are not set forth in these Articles of Association, reference is made to the provisions of the Law of 10 August 1915 and the Law of 17 December 2010.

The changes shall become effective on 15th of April 2016.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Strassen, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, to the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: U. BERG, O. KIRILLOVA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/12481. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 avril 2016.

Référence de publication: 2016097962/983.

(160068318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

Staffmatch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 115.802,72.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 204.496.

L'an deux mille seize, le premier avril,

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de StaffMatch S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 204.496, ayant un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent soixante-neuf euros (EUR 99.769.00) (la Société). La Société a été constituée sous la forme d'une Société par actions simplifiée de droit français le 4 décembre 2014 et a été immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg suite à un décision de transfert de son siège social suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 24 mars 2016 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 860 page 41244.

Ont comparu:

1. Monsieur Vincent RECH, Chef d'entreprise, né le 12 février 1986 à F-75016 Paris (France), demeurant au 5 rue Chartran, 92200 Neuilly-sur-Seine (France), détenant 5293 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. Monsieur Brice COURNUT, Chef d'entreprise, né le 2 janvier 1986 à F-75016 Paris (France), demeurant au 148 boulevard Bineau 92200 Neuilly-sur-Seine (France), détenant 4668 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

3. Monsieur Aurangzeb FIROZ, Chef d'entreprise, né le 31 décembre 1979, de nationalité pakistanaise, demeurant au Birchington, Gorse Hill Rd, Virginia Waters, GU25 4AU (UK), détenant 762 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

4. la société GESTION PRESTATIONS HOTELIERES GPH SARL, société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social à Hôtel Duminy, 3 rue du Mont Thabor 75001 Paris (France), immatriculée au registre de commerce de Paris sous le numéro 498 071 638, et ayant un capital social de 13.496.000 euros détenant 748 parts sociales de la Société, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

5. la société Angelier SARL, société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social 4 rue de l'Isly 75008 Paris (France) immatriculée au registre de commerce de Paris sous le numéro 498 911 296 et ayant un capital social de

22.410.000 euros détenant 748 parts sociales de la Société, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

6. Monsieur Philippe HENNESSY, Chef d'entreprise, né le 7 décembre 1958 à Boulogne Billancourt (France) demeurant au 10 Melton Court, Onslow Crescent, SW7 3JQ Londres (Royaume-Uni), détenant 748 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

7. la société Eiffel Garden SAS, société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social 8 bis rue Amélie 75007 Paris (France), immatriculée au registre de commerce de Paris sous le numéro 480 488 014 et ayant un capital social de 500.000 euros, détenant 468 parts sociales de la Société, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

8. Monsieur Guillaume SAMAMA, Gestionnaire d'actifs, né le 6 septembre 1985 à Paris (France) demeurant au 70, Buckingham Gate SW1 E6AL Londres (Royaume-Uni), détenant 305 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

9. Monsieur Rodolphe GRUAZ, Chef d'entreprise, né le 18 décembre 1985 à Lyon 8^{ème} (France) demeurant au Le Marigny, rue de la Canebière, Cocody, 08 BP2793 Abidjan 08, Cote d'Ivoire, détenant 305 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

10. la société Prestige Appartements SAS, société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social 5 rue Chartran 92200 Neuilly-sur-Seine (France), immatriculée au registre de commerce de Nanterre sous le numéro 481 087 955 et ayant un capital social de 7.767.300 euros, détenant 141 parts sociales de la Société, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

11. Monsieur Christian Cournut, Retraité, né le 26 avril 1948 à Saint Mandé (France), demeurant au 105 bis rue Perronet 92200 Neuilly-sur-Seine (France), détenant 141 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

12. Monsieur Arthur RECH, Directeur d'hôtel, né le 18 août 1991 à Paris 16^{ème} (France) demeurant au 5 rue Chartran, 92200 Neuilly-sur-Seine (France), détenant 47 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

13. Monsieur Jonathan EDELMAN, Chef d'entreprise, né le 28 mars 1985 à Paris 15^{ème} (France) demeurant au 73 rue Paul Vaillant Couturier 92300 Levallois Perret (France), détenant 47 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

14. Monsieur Jean-Gabriel GUILLET, Ecrivain, né le 9 novembre 1986 à Orange (France) demeurant au 10 rue Crevaux 75016 Paris (France), détenant 47 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

15. Monsieur Arthur BRUNSCHWIG, Banquier, né le 13 mars 1985 à Paris 14^{ème} (France) demeurant au 32 rue Franklin 92400 Courbevoie (France), détenant 19 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

16. Monsieur Ludovic BARRECA, développeur, né le 4 décembre 1992, à Oloron Sainte-Marie (France) demeurant au 45, rue de Saint Petersburg 75008 Paris (France), détenant 758 parts sociales de la Société, représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

17. la société Société Européenne de Participations SA, une société anonyme au capital de 50.000 euros ayant son siège social à L-4385 Ehlerange (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 188.105, représentée par Monsieur Jonathan BEGGIATO, administrateur, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, au 17 avenue Guillaume, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

18. la société HN6 Active SAS, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 4 rue Lamennais, 75008, Paris (France), immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 582 044 822, et ayant un capital social de 1.000.000 euros, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

19. la société LFI SAS, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 10 Villa Saint Foy, à F92200 Neuilly sur Seine (France), immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 397 719 121 et ayant un capital social de 485.940,00 euros, représentée par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

20. Monsieur Benjamin DEVISME, né le 25 juin 1990, de nationalité française et demeurant à 21 rue d'Estienne d'Orves F-92130 Issy les Moulineaux (France), représenté par Maître Thibault CHEVRIER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 13 rue Large, L-1917 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

(ci-après collectivement les Associés).

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de parties comparantes, ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités d'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que, les quinze mille deux cent quarante cinq (15.245) parts sociales de la Société sans mention de valeur nominale, représentant l'entière du capital social votant de la Société d'un montant de quatre vingt dix-neuf mille sept cent soixante-neuf euros (EUR 99.769.00) sont dûment représentées à cette Assemblée, laquelle est partant régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, reproduit ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de seize mille trente-trois euros et soixante-douze centimes (EUR 16.033,72) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quatre vingt dix-neuf mille sept cent soixante-neuf euros (EUR 99.769.00), représenté par quinze mille deux cent quarante cinq (15.245) parts sociales sans mention de valeur nominale à un montant de cent quinze mille huit cent deux euros et soixante douze centimes (EUR 115.802,72) par l'émission de deux mille quatre cent cinquante (2.450) nouvelles parts sociales de la Société sans mention de valeur nominale, assortie d'une prime d'émission.

3 Souscription et libération de l'augmentation du capital social telle que décrite au point 2 ci-dessus par voie de paiements en numéraire.

4 Modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter les modifications ci-dessus adoptées dans les points 2 et 3 ci-dessus.

5 Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout gérant de la Société et à tout employé de FMV & Partners SA (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, pour procéder pour le compte de la Société aux modifications ci-dessus dans le registre des associés de la Société.

6 Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution:

L'entière du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux convocations, les Associés représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour, lequel leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de Société d'un montant de seize mille trente-trois euros et soixante-douze centimes (EUR 16.033,72) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent soixante-neuf euros (EUR 99.769.00), représenté par quinze mille deux cent quarante-cinq (15.245) parts sociales sans mention de valeur nominale à un montant de cent quinze mille huit cent deux euros et soixante-douze centimes (EUR 115.802,72) par l'émission de deux mille quatre cent cinquante (2.450) nouvelles parts sociales de la Société sans mention de valeur nominale, avec la précision que la souscription de chaque nouvelle part sociale s'effectue pour un prix unitaire de cinq cent cinquante euros (EUR 550) incluant une prime d'émission.

Troisième résolution:

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes ainsi que la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

Aurangzeb FIROZ, prénommé et représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à cent vingt-huit (128) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de huit cent trente-sept euros et douze centimes (EUR 837,12) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de soixante-neuf mille cinq cent soixante-deux euros et quatre-vingt huit centimes (EUR 69.562,88), par un apport en numéraire d'un montant total de soixante-dix mille quatre cent euros (EUR 70.400,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

GESTION PRESTATIONS HOTELIERES GPH SARL, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à deux cent dix-sept (217) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille quatre cent dix-neuf euros et dix-huit centimes (EUR 1.419,18) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de cent dix-sept mille neuf cent trente euros et quatre-vingt deux centimes (EUR 117.930,82), par un apport en numéraire d'un montant total de cent dix-neuf mille trois cent cinquante euros (EUR 119.350,00) documenté au notaire

instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

ANGELIER SARL, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à cent soixante-quatre (164) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille soixante-douze euros et cinquante-six centimes (EUR 1.072,56) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de quatre-vingt neuf mille cent vingt-sept euros et quarante-quatre centimes (EUR 89.127,44), par un apport en numéraire d'un montant total de quatre-vingt-dix mille deux cent euros (EUR 90.200,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Philippe HENNESSY, prénommé et représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à cent vingt (120) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de sept cent quatre-vingt quatre euros et quatre-vingt centimes (EUR 784,80) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de soixante-cinq mille deux cent quinze euros et vingt centimes (EUR 65.215,20), par un apport en numéraire d'un montant total de soixante-six mille euros (EUR 66.000,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

EIFFEL GARDEN SAS, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à cent dix (110) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de sept cent dix neuf euros et quarante centimes (EUR 719,40) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de cinquante-neuf mille sept cent quatre-vingt euros et soixante centimes (EUR 59.780,60), par un apport en numéraire d'un montant total de soixante mille cinq cent euros (EUR 60.500,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Guillaume SAMAMA, prénommé et représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à deux cent soixante treize (273) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quarante-deux centimes (EUR 1.785,42) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de cent quarante-huit mille trois cent soixante-quatre euros et cinquante-huit centimes (EUR 148.364,58), par un apport en numéraire d'un montant total de cent cinquante mille cent cinquante euros (EUR 150.150,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Rodolphe GRUAZ, prénommé et représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à cent quatre-vingt deux (182) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille cent quatre-vingt-dix euros et vingt-huit centimes (EUR 1.190,28) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent neuf euros et soixante-douze centimes (EUR 98.909,72), par un apport en numéraire d'un montant total de cent mille cent euros (EUR 100.100,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Société Européenne de Participations, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à six cent trente-sept (637) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de quatre mille cent soixante-cinq euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (EUR 4.165,98) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de trois cent quarante-six mille cent quatre-vingt-quatre euros et deux centimes (EUR 346.184,02), par un apport en numéraire d'un montant total de trois cent cinquante mille trois cent cinquante euros (EUR 350.350,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

HN6 Active SAS, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à deux cent soixante-treize (273) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quarante-deux centimes (EUR 1.785,42) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de cent quarante-huit mille trois cent soixante-quatre euros et cinquante-huit centimes (EUR 148.364,58), par un apport en numéraire d'un montant total de cent cinquante mille cent cinquante euros (EUR 150.150,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

LFI SAS, prénommée et représentée tel que décrit ci-dessus, déclare qu'elle souscrit à cent quarante-six (146) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de neuf cent cinquante-quatre euros et quatre-vingt-quatre centimes (EUR 954,84) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de soixante-dix-neuf mille trois cent quarante-cinq euros et seize centimes (EUR 79.345,16), par un apport en numéraire d'un montant total de quatre-vingt mille trois cent euros (EUR 80.300,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Benjamin DEVISME, prénommé et représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à deux cent (200) nouvelles parts sociales de la Société pour un montant de mille trois cent huit euros (EUR 1.308,00) et de libérer entièrement lesdites parts sociales, incluant une prime d'émission de cent huit mille six cent quatre-vingt-douze euros (EUR 108.692,00), par un apport en numéraire d'un montant total de cent dix mille euros (EUR 110.000,00) documenté au notaire instrumentant par un certificat de blocage et qui sera affecté au compte capital social nominal et au compte primes d'émission de la Société.

Le montant total de l'augmentation de capital et des primes d'émissions est immédiatement à la libre disposition de la Société, preuve d'une telle disposition a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième Résolution:

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social est fixé à cent quinze mille huit cent deux euros et soixante douze centimes (115.802,72 EUR), représenté par dix-sept mille six cent quatre-vingt quinze (17.695) parts sociales, sans mention de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées et de même catégorie.»

Cinquième résolution:

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de deux mille cents Euros (2.100.-EUR).

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connus du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, lesdits mandataires des parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. BEGGIATO, T. CHEVRIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11463. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016107206/236.

(160079238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2016.

Flight Butler, Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.426.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086548/9.

(160054511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

UBS (Lux) Equity Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.386.

Mitteilung an die Aktionäre von UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets Rising Giants (USD) und UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets High Dividend (USD) (gemeinsam als die "Aktionäre" bezeichnet)

Der Verwaltungsrat von UBS (Lux) Equity SICAV, einer "Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)", möchte Sie von der Entscheidung in Kenntnis setzen, den Subfonds UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets Rising Giants (USD) (der "übertragende Subfonds") am 8. Juli 2016 (das "Datum des Inkrafttretens") mit dem Subfonds UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets High Dividend (USD) (der "übernehmende Subfonds") (beide gemeinsam als die "Subfonds" bezeichnet) zu verschmelzen (die "Verschmelzung").

Da das Nettovermögen des übertragenden Subfonds auf ein Niveau gefallen ist, auf dem eine wirtschaftlich vertretbare Verwaltung des übertragenden Subfonds nicht mehr möglich ist, liegt es nach Ansicht des Verwaltungsrates der Gesellschaft im besten Interesse der Aktionäre, den übertragenden Subfonds gemäss Artikel 25.2 der Satzung der UBS (Lux) Equity SICAV zu verschmelzen.

Mit dem Datum des Inkrafttretens haben die Aktien des übertragenden Subfonds, die mit dem übernehmenden Subfonds verschmolzen werden, in jeder Hinsicht dieselben Rechte wie die Aktien, die vom übernehmenden Subfonds ausgegeben werden.

Die Verschmelzung erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts je Anteil zum 7. Juli 2016 (der "Stichtag"). Im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des übertragenden Subfonds dem übernehmenden Subfonds zugerechnet. Die Anzahl der neu auszugebenden Aktien wird am Datum des Inkrafttretens auf der Grundlage des Umtauschverhältnisses berechnet, das dem Nettoinventarwert je Aktie des übertragenden Subfonds am Stichtag verglichen mit dem Nettoinventarwert je Aktie der übernehmenden Aktienklasse des übernehmenden Subfonds am Stichtag entspricht. Die Verschmelzung bringt für die Aktionäre folgende Änderungen mit sich:

	UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets Rising Giants (USD)	UBS (Lux) Equity SICAV - Emerging Markets High Dividend (USD)
Übertragende Aktienklassen	P-acc (ISIN: LU1031037549) Q-acc (ISIN: LU1240783008) (CHF hedged) P-acc (ISIN: LU1031037978) (CHF hedged) Q-acc (ISIN: LU1240782885) (EUR hedged) P-acc (ISIN: LU1031037895) (EUR hedged) Q-acc (ISIN: LU1240782968)	P-acc (ISIN: LU0625543631) Q-acc (ISIN: LU0847991816) (CHF hedged) P-acc (ISIN: LU1081987023) (CHF hedged) Q-acc (ISIN: LU1240782026) (EUR hedged) P-acc (ISIN: LU1081987536) (EUR hedged) Q-acc (ISIN: LU1081988344)
Maximale pauschale Verwaltungskommission p. a.	P-acc: 1,60% Q-acc: 1,02% (CHF hedged) P-acc: 1,60% (CHF hedged) Q-acc: 1,02% (EUR hedged) P-acc: 1,60% (EUR hedged) Q-acc: 1,02%	P-acc: 2,20% Q-acc: 1,20% (CHF hedged) P-acc: 2,20% (CHF hedged) Q-acc: 1,20% (EUR hedged) P-acc: 2,20% (EUR hedged) Q-acc: 1,20%
Laufende Gebühren (gemäss den wesentlichen Anlegerinformationen, "KII")	P-acc: 1,65% Q-acc: 1,02% (CHF hedged) P-acc: 1,65% (CHF hedged) Q-acc: 1,02% (EUR hedged) P-acc: 1,65% (EUR hedged) Q-acc: 1,02%	P-acc: 2,25% Q-acc: 1,25% (CHF hedged) P-acc: 2,25% (CHF hedged) Q-acc: 1,25% (EUR hedged) P-acc: 2,25% (EUR hedged) Q-acc: 1,25%
Portfolio Manager	UBS Asset Management (Americas) Inc., Chicago Dieser Subfonds investiert sein Vermögen überwiegend in Aktien und anderen Kapitalanteilen von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in Schwellenländern (Emerging Markets) haben. Die Bezeichnung "Rising Giants" (aufsteigende Giganten) bezieht sich auf Unternehmen, die aus Sicht des Portfolio Managers gut positioniert sind, ihre führende Rolle als grosses Unternehmen zu verteidigen und auszubauen oder zu einem solchen führenden und grossen Unternehmen zu werden. Da der Subfonds durch die regionale Ausrichtung in zahlreiche Fremdwährungen investiert, können zwecks Reduktion dieser Fremdwährungsrisiken das Portfolio oder Teile davon gegen die Referenzwährung des Subfonds abgesichert werden.	UBS AG, UBS Asset Management, Basel und Zürich Dieser Subfonds investiert sein Vermögen zu mindestens zwei Drittel in Aktien und anderen Kapitalanteilen von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in Schwellenländern (Emerging Markets) haben. Die Strategie des Fonds ist es, Unternehmen mit hohen und / oder steigenden Dividendenerträgen auszuwählen. Da der Subfonds durch die regionale Ausrichtung in zahlreiche Fremdwährungen investiert, können zwecks Reduktion dieser Fremdwährungsrisiken das Portfolio oder Teile davon gegen die Referenzwährung des Subfonds abgesichert werden.
Anlagepolitik	Anleger sollten beachten, dass das Anlageengagement des Subfonds auch Chinesische A-Aktien umfassen kann, die über Hong Kong-Shanghai Stock Connect gehandelt werden. Chinesische A-Aktien sind auf Renminbi lautende A-Aktien von auf dem chinesischen	Anleger sollten beachten, dass das Anlageengagement des Subfonds auch Chinesische A-Aktien umfassen kann, die über Hong Kong-Shanghai Stock Connect gehandelt werden. Chinesische A-Aktien sind auf Renminbi lautende A-Aktien von auf dem chinesischen

<p>Festland ansässigen Unternehmen, die an chinesischen Börsen wie der Shanghai Stock Exchange und der Shenzhen Stock Exchange gehandelt werden. Dieser Subfonds tätigt auch Investitionen in Emerging Markets. Die hiermit verbundenen Risiken werden im Abschnitt "Allgemeine Risikohinweise" dargestellt. Anleger sollten zusätzlich zum zuvor genannten auch die Risiken im Zusammenhang mit Anlagen, die über Hong Kong-Shanghai Stock Connect gehandelt werden, lesen, kennen und berücksichtigen. Hinweise hierzu sind im Anschluss an den Abschnitt "Allgemeine Risikohinweise" dargestellt.</p> <p>Aus den erwähnten Gründen richtet sich dieser Subfonds insbesondere an den risikobewussten Investor.</p>	<p>Die Emerging Markets befinden sich in einem frühen Stadium ihrer Entwicklung, und sind mit einem erhöhten Risiko von Enteignungen, Verstaatlichungen und sozialer, politischer und ökonomischer Unsicherheit behaftet. Die mit Investitionen in Emerging Markets verbundenen Risiken werden im Abschnitt "Allgemeine Risikohinweise" dargestellt. Anleger sollten zusätzlich zum zuvor genannten auch die Risiken im Zusammenhang mit Anlagen, die über Hong Kong-Shanghai Stock Connect gehandelt werden, lesen, kennen und berücksichtigen. Hinweise hierzu sind im Anschluss an den Abschnitt "Allgemeine Risikohinweise" dargestellt.</p> <p>Aus den erwähnten Gründen richtet sich dieser Subfonds insbesondere an den risikobewussten Investor.</p>
--	--

Da vor dem Datum des Inkrafttretens unter Umständen ein beträchtlicher Teil des Vermögens des übertragenden Subfonds verkauft und in liquide Mittel investiert wird, kann die Verschmelzung die Zusammensetzung des Portfolios des übertragenden Subfonds wesentlich beeinflussen. Etwaige Anpassungen des Portfolios werden vor dem Datum des Inkrafttretens vorgenommen. Wie jede andere Verschmelzung birgt auch die vorliegende Verschmelzung aufgrund der Neustrukturierung des Portfolios des übertragenden Subfonds ein potenzielles Risiko der Performanceverwässerung. Darüber hinaus bleiben die Merkmale der Subfonds wie Geschäftsjahr, Handelshäufigkeit, Referenzwährung, Risiko- und Ertragsprofil ("SRRI") und Cut-off-Zeitpunkt unverändert. Die maximale pauschale Verwaltungskommission und die laufenden Gebühren des übernehmenden Subfonds sind höher als die maximale pauschale Verwaltungskommission und die laufenden Gebühren des übertragenden Subfonds.

Die Rechts-, Beratungs- und Verwaltungskosten und -auslagen (mit Ausnahme eventueller Transaktionskosten für den übertragenden Subfonds) in Verbindung mit dieser Verschmelzung werden von der UBS AG getragen und haben weder Auswirkungen auf den übertragenden noch auf den übernehmenden Subfonds.

Für Aktionäre des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds, die der Verschmelzung nicht zustimmen, ist die Rücknahme ihrer Aktien kostenlos bis zum Cut-off-Zeitpunkt um 15.00 Uhr MEZ am 1. Juli 2016 möglich. Der übertragende Subfonds wird anschliessend für Rücknahmen geschlossen. Ab sofort ist für den übertragenden Subfonds eine Abweichung von dessen Anlagepolitik zulässig, soweit dies für die Anpassung des zugehörigen Portfolios an die Anlagepolitik des übernehmenden Subfonds erforderlich ist. Die Verschmelzung tritt am 8. Juli 2016 in Kraft und ist bindend für alle Aktionäre, die keine Rücknahme ihrer Aktien beantragt haben.

Aktien des übertragenden Subfonds wurden bis zum 13. Mai 2016, Cut-off-Zeitpunkt 15.00 MEZ ausgegeben. Am Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung werden die Aktionäre des übertragenden Subfonds in das Aktionärsregister des übernehmenden Subfonds eingetragen und sind darüber hinaus in der Lage, ihre Rechte als Aktionäre des übernehmenden Subfonds auszuüben, so z. B. das Recht, den Rückkauf, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien des übernehmenden Subfonds zu beantragen.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg, wurde mit der Erstellung eines Berichts beauftragt, in dem die in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a bis c Alternative 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010") vorgesehenen Bedingungen zum Zwecke dieser Verschmelzung überprüft werden. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären rechtzeitig vor der Verschmelzung auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Ferner wird PricewaterhouseCoopers mit der Überprüfung des tatsächlichen Umtauschverhältnisses beauftragt, das am Tag der Berechnung des Umtauschverhältnisses festgelegt wird, so wie dies in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe c Alternative 2 des Gesetzes von 2010 vorgesehen ist. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus wird den Aktionären des übertragenden Subfonds empfohlen, die KII für den übernehmenden Subfonds zu lesen, die online unter www.ubs.com/funds verfügbar sind. Aktionäre, die weiterführende Informationen wünschen, können sich an die Gesellschaft wenden. Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass Anleger hinsichtlich ihrer Beteiligungen an Investmentfonds möglicherweise steuerpflichtig sind. Bei steuerlichen Fragen im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung wenden Sie sich bitte an Ihren Steuerberater.

Luxemburg, 17. Mai 2016

Die Gesellschaft

Référence de publication: 2016108984/755/184.

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.210.

**Mitteilung an die Aktionäre von UBS (Lux) Equity SICAV - Asia High Dividend (USD) und
UBS (Lux) Key Selection SICAV - Asian Equities (USD)
(gemeinsam als die "Aktionäre" bezeichnet)**

Die Verwaltungsgesellschaft der UBS (Lux) Equity SICAV, einer "Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)", und der UBS (Lux) Key Selection SICAV, einer "Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)", möchte Sie von der Entscheidung in Kenntnis setzen, den Subfonds UBS (Lux) Equity SICAV - Asia High Dividend (USD) (der "übertragende Subfonds") am 22. Juni 2016 (das "Datum des Inkrafttretens") mit dem Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Asian Equities (USD) (der "übernehmende Subfonds") (beide gemeinsam als die "Subfonds" bezeichnet) zu verschmelzen (die "Verschmelzung").

Angesichts des in den letzten Monaten zu beobachtenden abnehmenden Interesses der Anleger an dem übertragenden Subfonds mit seiner speziellen thematischen Ausrichtung und des damit einhergehenden anhaltenden Rückgangs des Nettovermögens des Subfonds ist davon auszugehen, dass das Nettovermögen des übertragenen Subfonds weiter abnimmt und dieser entsprechend künftig nicht mehr effizient verwaltet werden kann. Ferner werden die Subfonds von demselben Portfolioverwalter verwaltet. Infolgedessen, und um das Fondsangebot der UBS (Lux) Equity SICAV zu straffen, ist es nach Ansicht des Verwaltungsrats der Verwaltungsgesellschaft des übertragenden Subfonds und des Verwaltungsrats des übernehmenden Subfonds im besten Interesse der Aktionäre, den übertragenden Subfonds gemäss Artikel 25.2 der Satzung der UBS (Lux) Equity SICAV bzw. gemäss Artikel 25.2 der Satzung der UBS (Lux) Key Selection SICAV mit dem übernehmenden Subfonds zu verschmelzen.

Mit dem Datum des Inkrafttretens haben die Aktien des übertragenden Subfonds, die mit dem übernehmenden Subfonds verschmolzen werden, in jeder Hinsicht dieselben Rechte wie die Aktien, die vom übernehmenden Subfonds ausgegeben werden.

Die Verschmelzung erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts je Anteil zum 21. Juni 2016 (der "Stichtag"). Im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des übertragenden Subfonds dem übernehmenden Subfonds zugerechnet. Die Zahl der dadurch auszugebenden neuen Aktien wird am Datum des Inkrafttretens auf Basis des Umtauschverhältnisses entsprechend dem Nettoinventarwert je Aktie des übertragenden Subfonds am Referenzdatum im Vergleich zu entweder (i) dem Erstausgabepreis der entsprechenden übernehmenden Aktienklasse des übernehmenden Subfonds - sofern diese Aktienklasse vor dem Referenzdatum noch nicht ausgegeben wurde - oder (ii) dem Nettoinventarwert je Aktie der übernehmenden Aktienklasse des übernehmenden Subfonds am Referenzdatum berechnet. Die Verschmelzung bringt für die Aktionäre folgende Änderungen mit sich:

	UBS (Lux) Equity SICAV - Asia High Dividend (USD)	UBS (Lux) Key Selection SICAV - Asian Equities (USD)
Übertragende Aktienklassen	(CHF hedged) I-A1-acc (ISIN: LU0853130887)	(CHF hedged) I-A1-acc (ISIN: noch nicht aktiviert)
	(CHF hedged) P-acc (ISIN: LU0669706045)	P-acc (ISIN: LU0235996351)
	(CHF hedged) Q-acc (ISIN: LU1240781218)	Q-acc (ISIN: LU0425184842)
	(EUR hedged) P-acc (ISIN: LU0763676391)	P-acc (ISIN: LU0235996351)
	(SGD hedged) P-mdist (ISIN: LU0625544951)	P-acc (ISIN: LU0235996351)
	I-X-dist (ISIN: LU0883523432)	I-X-dist (ISIN: noch nicht aktiviert)
	P-acc (ISIN: LU0625544449)	P-acc (ISIN: LU0235996351)
	P-mdist (ISIN: LU0625544795)	Q-acc (ISIN: LU0425184842)
	Q-acc (ISIN: LU0847987541)	
	(CHF hedged) I-A1-acc: 0,88%	(CHF hedged) I-A1-acc: 0,90%
	(CHF hedged) P-acc: 1,92%	P-acc: 2,04%
	(CHF hedged) Q-acc: 1,08%	Q-acc: 1,08%
	(EUR hedged) P-acc: 1,92%	P-acc: 2,04%
	(SGD hedged) P-mdist: 1,92%	P-acc: 2,04%
	I-X-dist: 0,00%	I-X-dist: 0,00%
	P-acc: 1,92%	P-acc: 2,04%
	P-mdist: 1,92%	P-acc: 2,04%
	Q-acc: 1,08%	Q-acc: 1,08%
Maximale pauschale Verwaltungsgebühr p. a.		

	(CHF hedged) I-A1-acc: 0,89%	(CHF hedged) I-A1-acc: 0,91%
	(CHF hedged) P-acc: 1,97%	P-acc: 2,09%
	(CHF hedged) Q-acc: 1,13%	Q-acc: 1,13%
Laufende Gebühren (gemäss den wesentlichen Anlegerinformationen, "KII")	(EUR hedged) P-acc: 1,97%	P-acc: 2,09%
	(SGD hedged) P-mdist: 1,97%	P-acc: 2,09%
	I-X-dist: 0,01%	I-X-dist: 0,01%
	P-acc: 1,97%	P-acc: 2,09%
	P-mdist: 1,97%	P-acc: 2,09%
	Q-acc: 1,13%	Q-acc: 1,13%
Risiko- und Ertragsprofil ("SRRI") gemäss KII	5	6
	Dieser Subfonds investiert sein Vermögen überwiegend in Aktien und anderen Kapitalanteilen von Gesellschaften, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in asiatischen Märkten haben (ohne Japan). In geringerem Masse kann der Subfonds auch in oben genannte Wertschriften in pazifischen Märkten investieren. Die Strategie des Fonds ist es, Unternehmen mit hohen und / oder steigenden Dividenden erträgen auszuwählen. Da der Subfonds durch die regionale Ausrichtung in zahlreiche Fremdwährungen investiert, können zwecks Reduktion dieser Fremdwährungsrisiken das Portfolio oder Teile davon gegen die Referenzwährung des Subfonds abgesichert werden.	Dieser Subfonds investiert im Rahmen der oben genannten Anlagepolitik mindestens zwei Drittel seines Vermögens in Beteiligungspapiere und Beteiligungsrechte von Gesellschaften, die ihren Sitz im asiatischen Raum (exkl. Japan) haben oder die den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in den Märkten Asiens (exkl. Japan) ausüben.
Anlagepolitik	Anleger sollten beachten, dass das Anlageengagement des Subfonds auch Chinesische A-Aktien umfassen kann, die über Hong Kong-Shanghai Stock Connect gehandelt werden. Chinesische A-Aktien sind auf Renminbi lautende A-Aktien von auf dem chinesischen Festland ansässigen Unternehmen, die an chinesischen Börsen wie der Shanghai Stock Exchange und der Shenzhen Stock Exchange gehandelt werden	Dieser Subfonds investiert im Rahmen der oben genannten Anlagepolitik mindestens zwei Drittel seines Vermögens in Beteiligungspapiere und Beteiligungsrechte von Gesellschaften, die ihren Sitz im asiatischen Raum (exkl. Japan) haben oder die den überwiegenden Anteil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in den Märkten Asiens (exkl. Japan) ausüben. Darüber hinaus darf der Subfonds Futures, Swaps, Non-Deliverable Forwards und Devisenoptionen kaufen oder verkaufen, um: • das Fremdwährungsrisiko von Anlagen, die im Vermögen des Subfonds enthalten sind, in Bezug auf die Referenzwährung dieses Subfonds ganz oder teilweise abzusichern. Dies kann direkt (Absicherung einer Währung gegen die Referenzwährung) oder indirekt (Absicherung der Währung gegen eine dritte Währung, die dann gegen die Referenzwährung abgesichert wird) erfolgen. • Währungspositionen gegen die Abrechnungswährung, andere frei konvertierbare oder in der Benchmark enthaltene Währungen aufzubauen. Mit Non-Deliverable Forwards ist es möglich, Währungspositionen aufzubauen und diese gegen Wechselkursrisiken abzusichern, ohne dass dazu ein physischer Transfer dieser Währungen oder eine Transaktion auf einem lokalen Markt notwendig ist. Dadurch ist es möglich, das lokale Kontrahentenrisiko und, bedingt durch etwaige Währungsausfuhrbeschränkungen, die Kosten lokaler Währungsbestände zu umgehen. Überdies unterliegen über US-Dollar

verrechnete NDF zwischen zwei Offshore-Vertragspartnern im Allgemeinen keinen lokalen Devisenkontrollen. Anleger sollten beachten, dass das Anlageengagement des Subfonds auch Chinesische A-Aktien umfassen kann, die über Shanghai-Hong Kong Stock Connect gehandelt werden. Chinesische A-Aktien sind auf Renminbi lautende A-Aktien von auf dem chinesischen Festland ansässigen Unternehmen, die an chinesischen Börsen wie der Shanghai Stock Exchange und der Shenzhen Stock Exchange gehandelt werden.

Geschäftsjahr

1. Juni bis 31. Mai

1. Oktober bis 30. September

Da vor dem Datum des Inkrafttretens unter Umständen ein beträchtlicher Teil des Vermögens des übertragenden Subfonds verkauft und in liquide Mittel investiert wird, kann die Verschmelzung die Zusammensetzung des Portfolios des übertragenden Subfonds wesentlich beeinflussen. Etwaige Anpassungen des Portfolios werden vor dem Datum des Inkrafttretens vorgenommen. Wie jede andere Verschmelzung birgt auch die vorliegende Verschmelzung aufgrund der Neustrukturierung des Portfolios des übertragenden Subfonds ein potenzielles Risiko der Performanceverwässerung. Ferner bleiben die Merkmale des Subfonds wie die Referenzwährung, die Handelshäufigkeit und der Cut-off-Zeitpunkt unverändert. Die Risikokategorie des übernehmenden Subfonds (6) ist höher als das Risiko- und Ertragsprofil ("SRRI") des übertragenden Subfonds (5). Die maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übernehmenden Subfonds ist höher als die maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übertragenden Subfonds oder gleich. Die laufenden Gebühren des übernehmenden Subfonds sind ebenfalls höher als die laufenden Gebühren des übertragenden Subfonds oder gleich. Die Rechts-, Beratungs- und Verwaltungskosten und -auslagen (mit Ausnahme eventueller Transaktionskosten für den übertragenden Subfonds) in Verbindung mit dieser Verschmelzung werden von der UBS AG getragen und haben weder Auswirkungen auf den übertragenden noch auf den übernehmenden Subfonds.

Für Aktionäre des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds, die der Verschmelzung nicht zustimmen, ist die Rücknahme ihrer Aktien kostenlos bis zum Cut-off-Zeitpunkt um 13.00 Uhr MEZ am 16. Juni 2016 möglich. Der übertragende Subfonds wird anschliessend für Rücknahmen geschlossen. Ab sofort ist für den übertragenden Subfonds eine Abweichung von dessen Anlagepolitik zulässig, soweit dies für die Anpassung des zugehörigen Portfolios an die Anlagepolitik des übernehmenden Subfonds erforderlich ist. Die Verschmelzung tritt am 22. Juni 2016 in Kraft und gilt als bindend für alle Aktionäre, die keine Rücknahme ihrer Anteile/Aktien beantragt haben.

Aktien des übertragenden Subfonds wurden bis zum 13. Mai 2016, Cut-off-Zeitpunkt 13.00 MEZ ausgegeben. Am Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung werden die Aktionäre des übertragenden Subfonds in das Aktionärsregister des übernehmenden Subfonds eingetragen und sind darüber hinaus in der Lage, ihre Rechte als Aktionäre des übernehmenden Subfonds auszuüben, so z. B. das Recht, den Rückkauf, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien des übernehmenden Subfonds zu beantragen.

Ernst & Young S.A., 35E, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, wurde mit der Erstellung eines Berichts beauftragt, in dem die in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a bis c Alternative 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010") vorgesehenen Bedingungen zum Zwecke dieser Verschmelzung überprüft werden. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären rechtzeitig vor der Verschmelzung auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Ferner wird Ernst & Young S.A. mit der Überprüfung des tatsächlichen Umtauschverhältnisses beauftragt, das am Tag der Berechnung des Umtauschverhältnisses festgelegt wird, so wie dies in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe c Alternative 2 des Gesetzes von 2010 vorgesehen ist. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus wird den Aktionären des übertragenden Subfonds empfohlen, die KII für den übernehmenden Subfonds zu lesen, die online unter www.ubs.com/funds verfügbar sind. Aktionäre, die weiterführende Informationen wünschen, können sich an die Verwaltungsgesellschaft wenden. Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass Anleger für ihre Beteiligungen an Investmentfonds möglicherweise steuerpflichtig sind. Bei steuerlichen Fragen im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung wenden Sie sich bitte an Ihren Steuerberater.

Luxemburg, 17. Mai 2016

Die Verwaltungsgesellschaft

Lactinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 50.997.

Finagra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 24.500.

PROJET COMMUN DE FUSION

Établi conformément aux articles 261 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telles que modifiée (ci-après «la Loi»).

*Description des sociétés à fusionner***1. Société absorbante**

LACTINVEST S.A., Société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) de Luxembourg sous le numéro B 50.997, et ayant son siège au 44, Avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 21 avril 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 370 du 5 août 1995, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 29 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2718 du 30 octobre 2013.

2. Société absorbée

FINAGRA S.A., Société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de cent soixante-quinze mille euros (EUR 175.000,-) représenté par trois mille (3.000) actions sans désignation de valeur nominale, inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 24.500, et ayant son siège au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 24 juin 1986, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 255 du 8 septembre 1986, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 17 septembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3130 du 17 novembre 2015.

Modalités de la fusion

Conformément aux articles 257 et suivants de la Loi, la société anonyme FINAGRA S.A., avec siège social à 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 24.500, ci-après "la Société Absorbée" transfèrera, par suite d'une dissolution sans liquidation, tous ses actifs et passifs à la société anonyme LACTINVEST S.A., avec siège social à 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 50.997, ci-après "la Société Absorbante", en neutralité fiscale.

Les actionnaires des sociétés participant à la fusion ont décidé de renoncer à l'établissement par les Conseils d'Administration d'un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions ou parts conformément à l'article 265, (3) de la Loi.

De même, les actionnaires des sociétés participant à la fusion ont décidé de renoncer à l'établissement d'un rapport d'un réviseur d'entreprises agréé établi conformément à l'article 266 de la Loi.

Dates de prise d'effet sur le plan fiscal, comptable et juridique

Tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés comme transférés à la Société Absorbante avec effet tant d'un point de vue fiscal que comptable au 1^{er} Janvier 2016. Tous les bénéfices réalisés et toutes les pertes encourues par la Société Absorbée après cette date seront réputés, tant du point de vue comptable que du point de vue fiscal, réalisés et encourus au nom et pour compte de la Société Absorbante.

Actions nouvelles - Rapport d'échange

En vertu de cette fusion par absorption, la Société Absorbée sera dissoute et ses trois mille (3.000) actions seront échangées contre deux mille soixante huit (2.068) actions à émettre par la Société Absorbante avec jouissance à la date de réalisation définitive de la fusion, l'échange se faisant par inscription afférente au registre des actions de la Société Absorbante

La parité d'échange des actions de la Société Absorbée pour des actions nouvelles de la Société Absorbante a été calculée sur la base de l'actif net au 31 mars 2016.

En échange de ces apports, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) de cent quarante trois mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 143.880,-) par l'émission de deux mille soixante huit (2.068) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. Ces nouvelles actions auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions détenues, soit de la manière suivante:

- Actionnaire 1: mille cent quatre-vingt-dix (1.034) nouvelles actions en pleine propriété.
- Actionnaire 2: mille cent quatre-vingt-dix (1.034) nouvelles actions en pleine propriété.

La différence entre la valeur nette comptable de la Société Absorbée et le montant de l'augmentation de capital, soit nonante quatre euros et cinquante six centimes (EUR 94,56) sera affectée comme prime de fusion Incluse dans un poste de capitaux propres, intitulé «Prime de fusion».

Les actions nouvellement émises donneront immédiatement droit aux bénéficiaires et aux Assemblées Générales de la Société Absorbante.

Respect des droits particuliers

Il n'existe pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux.

La société absorbée et la société absorbante n'ont pas émis de titres autres que des actions.

Attribution d'avantages particuliers

Aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent.

Conséquences de la fusion

La fusion entraînera ipso jure les effets prévus à l'article 274 de la Loi, à savoir:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- b) le capital de la Société Absorbante sera augmenté comme indiqué ci-dessus;
- c) la Société Absorbée cesse d'exister;
- d) l'annulation des actions de la Société Absorbée.

Décharge sera accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société Absorbée pour l'exécution de leur mandat pour l'exercice en cours lors de la prochaine Assemblée Générale de la Société Absorbante.

Information

Les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de ce projet commun de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, des documents indiqués ci-dessous et peuvent, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais:

- le Projet commun de fusion,
- les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent,
- un état comptable arrêté au 31 mars 2016 pour chacune des sociétés qui fusionnent.

Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Les Assemblées Générales Extraordinaires des Sociétés Absorbée et Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Les Conseils d'Administration des sociétés participants à la fusion peuvent à tout moment procéder à des ajustements appropriés dans le Projet commun de fusion et les soumettre à l'Assemblée Générale.

Luxembourg, le 2 mai 2016.

Pour les Conseils d'Administration

LACTINVEST S.A.

K. LOZIE / JALYNE S.A.

- / Représenté par Jacques Bonnier

Administrateur / Administrateur

Président / -

FINAGRA S.A.

K. LOZIE / J.C. THOUAND

Administrateur / Administrateur

Président / -

Référence de publication: 2016106053/109.

(160077988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2016.

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.210.

**Mitteilung an die Anteilhaber von UBS (Lux) Money Market Fund - CAD und
UBS (Lux) Money Market Fund - USD (gemeinsam als die "Anteilhaber" bezeichnet)**

Die Verwaltungsgesellschaft von UBS (Lux) Money Market Fund, einem "Fonds Commun de Placement" (FCP), möchte Sie von der Entscheidung in Kenntnis setzen, den Subfonds UBS (Lux) Money Market Fund - CAD (der "übertragende Subfonds") am 6. Juli 2016 (das "Datum des Inkrafttretens") mit dem Subfonds UBS (Lux) Money Market Fund - USD (der "übernehmende Subfonds") (beide gemeinsam als die "Subfonds" bezeichnet) zu verschmelzen (die "Verschmelzung").

Da das Nettovermögen des übertragenden Subfonds auf ein Niveau gefallen ist, auf dem eine wirtschaftlich vertretbare Verwaltung des Subfonds nicht mehr möglich ist, weil die Anagemöglichkeiten vor dem Hintergrund einer abnehmenden Vermögensbasis weniger geworden sind und dies angesichts der strengen Diversifizierungs- und Ratingvorgaben für UBS Money Market Funds ein immer grösser werdendes Problem darstellt, und aufgrund der Tatsache, dass die Subfonds von demselben Portfolioverwalter verwaltet werden, ist es nach Ansicht des Verwaltungsrats der Verwaltungsgesellschaft des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds im besten Interesse der Anteilhaber, den übertragenden Subfonds gemäss Artikel 12.2 des Verwaltungsreglements des UBS (Lux) Money Market Fund mit dem übernehmenden Subfonds zu verschmelzen.

Zum Datum des Inkrafttretens werden mit den Anteilen des übertragenden Subfonds, die mit dem übernehmenden Subfonds verschmolzen werden, in jeder Hinsicht die gleichen Rechte verbunden sein wie mit den vom übernehmenden Subfonds ausgegebenen Anteilen. Ferner werden die ausgegebenen Anteile in CAD abgesichert, um Währungsschwankungen des CAD gegenüber dem USD entgegen zu wirken.

Die Verschmelzung erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts je Anteil zum 5. Juli 2016 (der "Stichtag"). Im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des übertragenden Subfonds dem übernehmenden Subfonds zugerechnet. Die Zahl der dadurch auszugebenden neuen Anteile wird am Datum des Inkrafttretens auf Basis des Umtauschverhältnisses entsprechend dem Nettoinventarwert je Anteil des übertragenden Subfonds am Stichtag im Vergleich zu entweder (i) dem Erstausgabepreis der entsprechenden übernehmenden Anteilklasse des übernehmenden Subfonds - sofern diese Anteilklasse vor dem Stichtag noch nicht ausgegeben wurde - oder (ii) dem Nettoinventarwert je Anteil der übernehmenden Anteilklasse des übernehmenden Subfonds am Stichtag berechnet.

Die Verschmelzung bringt für die Anteilhaber folgende Änderungen mit sich:

	UBS (Lux) Money Market Fund - CAD	UBS (Lux) Money Market Fund - USD
Anteilklassen des übertragenden Subfonds	P-acc (ISIN: LU0033504282) F-acc (ISIN: LU0454363572) Q-acc (ISIN: LU0395204190)	P-acc (CAD hedged) (ISIN: LU1397021822) F-acc (CAD hedged) (ISIN: LU1397021665) Q-acc (CAD hedged) (ISIN: LU1397022127)
Maximale pauschale Verwaltungsgebühr p. a.	P-acc: 0,72 % F-acc: 0,13 % Q-acc: 0,24 %	P-acc (CAD hedged): 0,72 % F-acc (CAD hedged): 0,13 % Q-acc (CAD hedged): 0,24 %
Referenzwährung des Subfonds	CAD	USD
Laufende Gebühren (gemäss den wesentlichen Anlegerinformationen, "KII")	P-acc: 0,59 % F-acc: 0,13 % Q-acc: 0,25 %	P-acc (CAD hedged): 0,60 % F-acc (CAD hedged): 0,14 % Q-acc (CAD hedged): 0,25 %
Anlagepolitik	Die Anlagepolitik des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds bleibt gleich, ausser dass der übertragende Subfonds mindestens zwei Drittel seines Nettovermögens in CAD anlegt, wohingegen der übernehmende Subfonds mindestens zwei Drittel seines Nettovermögens in USD anlegt.	

Da vor dem Datum des Inkrafttretens unter Umständen ein beträchtlicher Teil des Vermögens des übertragenden Subfonds verkauft und in liquide Mittel investiert wird, kann die Verschmelzung die Zusammensetzung des Portfolios des übertragenden Subfonds wesentlich beeinflussen. Etwaige Anpassungen des Portfolios werden vor dem Datum des Inkrafttretens vorgenommen. Wie jede andere Verschmelzung birgt auch die vorliegende Verschmelzung aufgrund der Neustrukturierung des Portfolios des übertragenden Subfonds ein potenzielles Risiko der Performanceverwässerung. Da-

rüber hinaus bleiben die Merkmale der Subfonds wie Geschäftsjahr, Handelshäufigkeit, Risiko- und Ertragsprofil ("SRRI") und Cut-off-Zeitpunkt unverändert. Die maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übernehmenden Subfonds entspricht der maximalen pauschalen Verwaltungsgebühr des übertragenden Subfonds. Die laufenden Gebühren des übernehmenden Subfonds sind höher als die laufenden Gebühren des übertragenden Subfonds oder gleich. Die Rechts-, Beratungs- und Verwaltungskosten und -auslagen (mit Ausnahme eventueller Transaktionskosten für den übertragenden Subfonds) in Verbindung mit dieser Verschmelzung werden von der UBS AG getragen und haben weder Auswirkungen auf den übertragenden noch auf den übernehmenden Subfonds.

Für Anteilhaber des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds, die der Verschmelzung nicht zustimmen, ist die Rücknahme ihrer Anteile kostenlos bis zum Cut-off-Zeitpunkt um 15.00 Uhr MEZ am 29. Juni 2016 möglich. Der übertragende Subfonds wird anschliessend für Rücknahmen geschlossen. Ab sofort ist für den übertragenden Subfonds eine Abweichung von dessen Anlagepolitik zulässig, soweit dies für die Anpassung des zugehörigen Portfolios an die Anlagepolitik des übernehmenden Subfonds erforderlich ist. Die Verschmelzung tritt am 6. Juli 2016 in Kraft und ist bindend für alle Anteilhaber, die keine Rücknahme ihrer Anteile beantragt haben.

Anteile des übertragenden Subfonds wurden bis zum 13. Mai 2016, Cut-off-Zeitpunkt 15.00 Uhr MEZ ausgegeben. Am Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung werden die Anteilhaber des übertragenden Subfonds in das Register der Anteilhaber des übernehmenden Subfonds eingetragen und sind darüber hinaus in der Lage, ihre Rechte als Anteilhaber des übernehmenden Subfonds auszuüben, so z. B. das Recht, den Rückkauf, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen des übernehmenden Subfonds zu beantragen.

PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, wurde mit der Erstellung eines Berichts beauftragt, in dem die in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a bis c Alternative 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010") vorgesehenen Bedingungen zum Zwecke dieser Verschmelzung überprüft werden. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Anteilhabern rechtzeitig vor der Verschmelzung auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Ferner wird PricewaterhouseCoopers mit der Überprüfung des tatsächlichen Umtauschverhältnisses beauftragt, das am Tag der Berechnung des Umtauschverhältnisses festgelegt wird, so wie dies in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe c Alternative 2 des Gesetzes von 2010 vorgesehen ist. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Anteilhabern auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus wird den Anteilhabern des übertragenden Subfonds nahegelegt, die KII für den übernehmenden Subfonds zu lesen, die online unter www.ubs.com/funds verfügbar sind. Anteilhaber, die weiterführende Informationen wünschen, können sich an die Verwaltungsgesellschaft wenden. Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass Anleger hinsichtlich ihrer Beteiligungen an Investmentfonds möglicherweise steuerpflichtig sind. Bei steuerlichen Fragen im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung wenden Sie sich bitte an Ihren Steuerberater.

Luxemburg, 17. Mai 2016

Die Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2016108910/755/98.

Setas International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 23.519.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086879/9.

(160054265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Akuo Investment S.C.A. SICAV-SIF II, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 182.122.

The quorum required by law not having been reached at the first (1st) extraordinary general meeting of shareholders of:

- Akuo Investment S.C.A. SICAV-SIF II,

an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended for time to time (the "2007 Law"), the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs), as the same may be amended from time to time (the "2013 Law") and by circular letter 07/309 of 3 August 2007 issued by the Luxembourg supervisory authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") in relation to risk spreading in the context of SIFs (the "Circular 07/309"), organised in the in the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions or "S.C.A."), incorporated on the 7th August 2013, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "R.C.S.") under the number B 182122 (the "Company"), duly represented by its general

partner AIM Luxembourg S.A., a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with R.C.S. under number B 162.254 (the "General Partner"),

- held on 12th April 2016,

shareholders are hereby convened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

to be held on

- on:
June 17, 2016,
 - at (a.m./p.m.)-Luxembourg Time:
11.00 a.m.,
 - at:
• Maître Carlo Wersandt's notary office, 12 rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
- with the following agenda:

Agenda:

1. Decision to change the name of the Fund as follows:
 - 1.1. from (currently) Akuo Investment S.C.A. SICAV-SIF II; to
 - 1.2. AIM Real Assets S.C.A. SICAV-SIF,
2. and, accordingly to amend article 1 "Name-Form", paragraph one (§1) of the articles of incorporation of the Company as follows:
 - "There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporate partnership limited by shares ('société en commandite par actions' ("S.C.A.") qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisée) ("SIF") under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, to be governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended for time to time (the "Law of 2007") and the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs), as the same may be amended from time to time (the "Law of 2013") under the name "AIM Real Assets S.C.A. SICAV-SIF" (hereinafter, the "Company")."

A draft of the revised articles of incorporation of the Company is available at the registered office of the Company upon request and free of charge (Tel.: +352 48 18 28-1 / Fax: +352 48 18 28 3461).

Voting

The Extraordinary General Meeting will be validly constituted and will validly decide on the items of its agenda regardless of the number of Shares represented. Resolutions will be passed if approved by more than two-third (2/3) majority votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The majority at this Extraordinary General Meeting will be determined according to the shares issued by the Company and outstanding at 17:00 o'clock (Luxembourg time) prior to the Extraordinary General Meeting (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend and vote at the Extraordinary General Meeting are determined in accordance with the shares held by such shareholder at the Record Date.

Common provisions

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy need not to be a shareholder of the Company but must attend the Extraordinary General Meeting in person to represent you.

Shareholders who are not able to attend personally are kindly requested to execute a proxy form available at the registered office of the Company at:

- 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

To be valid, proxies should be received by no later than the close of business in Luxembourg on June 16, 2016, first by fax and then by mail marked for the attention of:

- Mrs. Anne Rollot, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Fax +352 48 18 28 3461).

For organisational purposes, Shareholders wishing to attend in person are kindly requested to inform Mr/Mrs:

- Mrs. Anne Rollot, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Fax +352 48 18 28 3461).

no later than three (3) calendar days prior to any of the Meeting.

The proxy shall remain valid for any continued, adjourned or reconvened Extraordinary General Meeting unless expressly revoked.

For the Board of Managers of the general partner of the Company.

Référence de publication: 2016108320/581/75.

Aircraft Solutions Lux XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 167.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 novembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016073806/13.

(160038926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

LUXRA SCS, SICAV-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, Rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 206.026.

—
STATUTEN

*Auszug
Gesellschaftsvertrag*

Es ergibt sich aus dem Protokoll der außerordentlichen Gründungsversammlung der Gesellschafter dass eine Gesellschaftsgründung in Form einer Société en commandite simple - Société d'investissement à capital variable fonds d'investissement spécialisé mit Datum vom 03. Mai 2016 wie folgt beschlossen wurde:

Bezeichnung der Gesellschaft	LUXRA SCS, SICAV-FIS
oder Firmenname:	
Rechtsform:	Société en commandite simple
Zusätzliche Angaben:	Société d'investissement à capital variable fonds d'investissement spécialisé
Solidarisch Haftender	LUXRA Management S.à r.l. 15, Rue de Flaxweiler
Anteilshaber:	L-6776 Grevenmacher RCSL B205965
Zweck der Gesellschaft:	Der ausschließliche Zweck des Fonds besteht darin, sein Vermögen innerhalb der Bedingungen und Beschränkungen des Gesetzes von 2007 in Vermögenswerte anzulegen, um die Anlagerisiken zu streuen und unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen zu investieren sowie seinen Gesellschaftern die Ergebnisse der Verwaltung seines Vermögens zu Gute kommen zu lassen.
Gesellschaftssitz:	15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
Geschäftsführer:	LUXRA Management S.à r.l. 15, Rue de Flaxweiler L-6776 Grevenmacher RCSL B205965
Ernenennung:	03. Mai 2016
Befugnisse des Geschäftsführers:	Dritten gegenüber wird der Fonds rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern des Komplementärs vertreten oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Komplementär mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Kapital: veränderlich: Veränderliches Kapital
Einrichtungsdatum, Dauer: 03. Mai 2016
unbegrenzt
Geschäftsjahr: Erstes Geschäftsjahr oder abgekürztes Geschäftsjahr: 03. Mai 2016 bis 31.12.2016
Geschäftsjahr: 1. Januar bis 31. Dezember desselben Jahres.
Prüfungsbeauftragter der KPMG Luxembourg Société Coopérative
39, Avenue John F. Kennedy
Geschäftsbuchführung: L-1855 Luxembourg
RCSL B149133
Ernennung: 03. Mai 2016

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Angefertigt den 11. Mai 2016.

Für die Gesellschaft, per Auftrag

Référence de publication: 2016107922/51.

(160080875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Aktua Luxco Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 204.132.

—
Extrait des résolutions des associés

En date du 25 février 2016 les associés de la Société ont décidé comme suit:

- de nommer Francisco Javier Fernandez Espejel, né le 1^{er} Décembre 1971, demeurant professionnellement au Via de los Poblados, n°3, Parque Empresarial Cristalia, Edificio 1, 28033 Madrid, Spain en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet rétroactif au 25 février 2016.

- de nommer Joel Cardenas San Martin, né le 3 mars 1978, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet rétroactif au 25 février 2016.

- de nommer Myla Baguilat Tolentino, née le 15 juin 1988, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet rétroactif au 25 février 2016.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérant de classe A:

- Francisco Javier FERNANDEZ ESPEJEL

Gérants de classe B:

- Joel CARDENAS SAN MARTIN

- Myla BAGUILAT TOLENTINO

Luxembourg, le 02 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Aktua Luxco Holding 1 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016073809/29.

(160038396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.
